

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE  
n°243 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission paritaire : 56 942

\*\*

MOUVEMENTS DE  
GRÈVE A LA SNCF

*Les roulants contre  
les classifications  
qui divisent*

Voir p. 5

## LA COLERE PAYSANNE S'ETEND



Ici, le préfet de la Loire, contraint hier matin d'entendre les exigences des paysans

Les paysans prévoient la multiplication des actions, dans les prochains jours, contre les mesures d'aide qu'ils jugent dérisoires.

- 500 éleveurs bloquent le Bordeaux-Genève à Mussidan (Dordogne)

- Les paysans bloquent la RN 21 à Marmande (Lot-et-Garonne)

- Loire : la préfecture de St Etienne investie

Voir p. 4

ETATS-UNIS  
L'EXPLOSION DANS  
UNE USINE NUCLÉAIRE

### 11 PERSONNES CONTAMINEES

A 30 km de la ville  
de Richland

Ce sont au moins onze ouvriers qui ont été contaminés par les radiations nucléaires dues à une explosion survenue lundi, dans le centre nucléaire Hanford, dans l'Etat de Washington, aux Etats-Unis. La réaction immédiate du directeur de la centrale a été d'expliquer que l'accident n'était pas grave, car il ne s'était pas produit dans l'enceinte même du réacteur. Dix ouvriers contaminés, peut-être marqués à vie, ce n'est donc pas grave ! Cet «accident», qui fait suite à beaucoup d'autres dans les centrales nucléaires, remet au cœur de l'actualité, au moment où s'exacerbent, dans notre pays, les luttes contre l'implantation des centrales nucléaires, le problème de la sécurité nucléaire. Les propagandistes de l'EDF oseront-ils encore expliquer que les centrales électro-nucléaires ne présentent aucun risque ?

Suite p. 6



Londres  
**PLUS DE  
400 TRAVAILLEURS  
IMMIGRÉS  
BLESSÉS  
PAR LA POLICE**

Six cents personnes ont été blessées (200 policiers, 400 travailleurs immigrés) au cours de violents affrontements qui ont eu lieu lundi entre la police et de jeunes immigrés à la fin d'un festival de musique à Londres. Les premiers incidents auraient éclaté alors que la police

avait arrêté un jeune immigré accusé de vol, et ils se sont transformés très rapidement en une véritable bataille de rue pendant cinq heures.

Suite p. 7

CONTRE L'INSTALLATION DES KIBBOUTZIM  
ET L'EXPULSION DE PAYSANS

### LE PEUPLE PALESTINIEN MANIFESTE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

DE CISJORDANIE ET DÉCIDE  
LA GRÈVE SCOLAIRE POUR LA RENTRÉE

### SARKIS RENTRE DE SYRIE

Les assauts répétés des forces d'extrême-droite et de la réaction syrienne contre les Palestiniens réfugiés au Liban, n'entravent pas la poursuite de la lutte du peuple palestinien dans sa patrie occupée.

Depuis le soulèvement qui a suivi la guerre d'octobre 74, les masses populaires palestiniennes n'ont jamais cessé leurs manifestations. Le 27 août, c'est à Halil, en Cisjordanie, le long du Jourdain, que la population a affronté les troupes sionistes, équipées de blindés et envoyées pour imposer l'expulsion de paysans palestiniens et l'installation à leur place de nouveaux colons. Cette lutte, c'est la mise en œuvre du programme de l'OLP : tout faire pour développer la Résistance à l'intérieur même de la Palestine. **VOIR P.8**

• La réorganisation de l'information -P3-

• Le bâtiment à Oyonnax : rien ne va plus -P4-

• Berry-de-Péage (Drôme) : 1<sup>ère</sup> lutte et victoire pour les jeunes de l'usine Kélian Le dernier licencié de Durafour -P5-

• Afrique Australe Contre les luttes de libération, manœuvres américaines Menace d'intervention soviétique -P8-

# ENQUETE

## MARSEILLE: QUEL METRO ?

Correspondance Robert RIVIÈRE

### Entretien avec des membres du Comité pour l'Accessibilité du Métro

—Le Quotidien du Peuple : Depuis quand avez-vous formé ce comité ?

—CAM : Le nom du comité date environ de Pâques 1975, mais déjà, il y avait déjà un groupe d'handicapés et de valides qui réfléchissaient aux problèmes des revendications des handicapés et puis on s'est dit que le Métro était un axe de lutte intéressant ces recherches.

Le métro est actuellement en construction à Lyon et à Marseille. Dans ces deux villes, à plusieurs reprises, les handicapés ont manifesté contre des projets de construction, qui dans leur conception même, ne tiennent aucun compte, non seulement des handicapés physiques, mais aussi des vieux travailleurs, des mères de familles qui se déplacent avec des enfants en bas âge. C'est en définitive un urbanisme conçu au mépris de la vie des masses populaires qui est mis en cause ici. Nombre d'handicapés tiennent leurs handicaps d'accidents ou de maladies du travail, liés à l'exploitation dans les entreprises ou bien des mauvaises conditions de la grossesse dues à la vie trépidante imposée aux femmes travailleuses et de l'accouchement avec les négligences sur le plan médical dans les maternités-usines. Victimes de la société capitaliste, ils condamnent les réalisations de celle-ci qui les ignore, ou les exploite dans les «ateliers protégés» et autres centres du même genre. Un comité d'action des handicapés de Marseille, aux prises avec la municipalité de Defferre, nous parle de leur lutte.

#### Les handicapés mais aussi les mères de famille...

Ce comité réunit non seulement des handicapés physiques, mais aussi des mères de famille, des personnes âgées, aveugles... enfin tous ceux qui ne pourront pas ou qui auront des difficultés à prendre le métro.

La mère de famille qui a un enfant dans un berceau, la personne âgée qui marche lentement ou qui ne peut pas monter les dizaines de marches sont dans le même cas que les autres.

#### La municipalité réprime

—Plusieurs membres du comité qui ont assisté à des réunions publiques avec des élus ont soulevé le problème, comme une de nous qui fait partie d'un syndicat de familles et qui en a discuté à l'occasion

socialiste, c'est le refus total.

—Par contre on a vu au cours de l'intervention à la Foire du Printemps des militants du PS s'opposer à l'intervention de la police en disant qu'ils n'étaient pas d'accord avec la municipalité et qu'ils en parleraient dans leurs sections. Il y a donc des choses qui se passent à la base mais certainement qu'au sommet, il y a des consignes de faire le silence.

—Il faut signaler que Grangean, la journaliste du «Provençal», a demandé à ses supérieurs si elle pouvait passer des articles sur le métro, ils ont refusé : «On ne parle pas du métro».

—Eh bien sûr, Defferre ne nous pardonne pas l'article que nous avons fait passer dans «La Criée», article qui a motivé le retrait du Comité de l'école de la Grotte-Rolland, seule école pour enfants handicapés physiques et qui est municipale.

—QdP : Il est donc clair que le silence de la municipalité est organisé ?

—CAM : Bien sûr !

auquel les handicapés devront téléphoner. Ce sera certainement l'argument de Defferre contre notre action, en disant qu'on lui cherche une mauvaise querelle puisque est mis

en place la même politique de transport qu'à Nancy. Nous ne sommes pas d'accord avec cette politique basée sur la ségrégation !

—QdP : Donc, rien n'est prévu pour les handicapés ?

—CAM : Nous ne connaissons pas encore les dimensions de passage aux tourniquets... etc, bien sûr qu'avec un ou deux valides on peut toujours mettre un fauteuil dans un métro, mais le gars sur son fauteuil ne peut pas y aller tout seul parce qu'il y a des marches, le tourniquet de départ et la dénivellation, un espace entre le quai et la rame.

—Comme tu peux le voir sur ce plan dans les wagons, il n'y a pas l'espace pour les fauteuils, il faudrait en supprimer au moins deux. Des handicapés ne peuvent pas sta-

tionner devant les portes et c'est dangereux.

—Et tout ça, on est sûr qu'ils le savent !

—Ce n'est pas de l'ignorance, c'est vraiment un choix délibéré, de ne pas rendre le métro accessible.

—Et en plus, c'est un métro de prestige : la station du vieux Port sera couverte d'une magnifique mosaïque représentant le Vieux Marseille, avec des ouvertures vitrées donnant sur le Vieux Port. Bon ! La très belle station pour touristes. Et ça va coûter des millions ! Et à côté de ça, ils refusent de mettre des ascenseurs par exemple.

#### Les objectifs de lutte

—QdP : Au delà du métro, quels sont vos objectifs de lutte ?

—CAM : A part le métro, pour l'instant, on n'envisage rien.

—Le métro pour maintenant, c'est le plus important, il faut se remuer avant qu'il ne soit fini.

—Il faudrait se battre pour le nouveau théâtre qui se construit à Marseille, à l'ancienne criée aux poissons ; et en plus, il va y avoir un nouveau centre culturel à St-Julien où le Mini-Théâtre sera recasé, une Maison des Jeunes et des tas de choses. Il aura fallu aussi pouvoir s'occuper de l'aménagement de la plage, on ne sait pas

comment elle va être ; il y a aussi les cinémas, la préfecture, la mairie, la sécurité sociale...

—A Grenoble, il est envisagé que les handicapés physiques participent à la mise au point de tout ce qui va se faire en matière de services publics. Ils seront présents dans les commissions.

—Je te cite un passage d'une revue spécialisée : «D'ores et déjà, on peut dire que 75 % des bâtiments publics de Grenoble sont inaccessibles aux fauteuils roulants et 50 % aux handicapés se déplaçant avec des cannes». Et pourtant sur ce point-là, Grenoble est une ville de «pointe».

#### Changer la société

—QdP : Pensez-vous que la lutte que vous menez peut avoir des résultats très largement positifs dans la société actuelle ou bien pose-t-elle le problème d'un changement de société ?

—CAM : Évidemment, ce-la pose le problème de la société, mais si nous agissons avec énergie depuis un an, c'est que nous espérons aboutir, sinon on ne lutterait pas. C'est le problème du métro qui nous a fait agir, mais cette ségrégation contre les personnes âgées, les handicapés, les familles qui ont des problèmes, est toujours ignorée, c'est ce que nous voulons faire

ressortir pour plus de justice, d'égalité entre tous.

—Évidemment, à la base, la majorité du Comité pense qu'il faudra un changement de société. Il y a plusieurs tendances dans le Comité.

—QdP : A quelle adresse peut-on vous contacter ?

—CAM : Centre Bellevue, impasse des Marronniers, 13014 Marseille.

Pour le soutien financier au CAM :  
CCP 1083 87 Marseille  
M. Megliani René  
13004 - Marseille



#### Les moyens de pression

—QdP : Quels moyens avez-vous utilisés pour sensibiliser la population ?

—CAM : Il y a eu d'abord des diffusions de tracts à la fête de «La Marseillaise», au parc Chanot et à la Foire du Printemps, puis nous avons continué avec un tract et une lettre pour que les gens puissent l'envoyer à G.Defferre eux-mêmes.

L'accueil a toujours été très sympathique de la part des gens, leurs réactions ont toujours été très favorables, ils ont beaucoup discuté. Beaucoup de gens ont signé les pétitions.

—Quand on envoie des communiqués à la presse locale, «La Marseillaise»,

en principe, les passe, «La Criée» aussi, mais ça ne touche que douze cents lecteurs, et quant au «Méditerranéen» et au «Provençal», ils n'ont absolument jamais parlé du Comité pour l'Accessibilité au Métro. Comme ce sont des journaux très lus, c'est donc un moyen de pression.

—QdP : Vous avez aussi participé au soutien des luttes comme pour les journées «Portes Ouvertes» à Griffet ?

—CAM : Qui nous avons participé à Griffet, nous avons manifesté sur la Canebière, le 1<sup>er</sup> mai, nous avons fait un collage massif aussi.

des différents problèmes de son quartier, notamment celui des transports. —C'est net que du côté

#### Un choix délibéré

—QdP : Cette attitude s'explique-t-elle par le fait que le métro dans sa conception actuelle, est impossible d'accès aux handicapés, ou bien certaines mesures minimum ont-elles été prises ?

—CAM : A notre connaissance, ils n'ont rien prévu pour les handicapés.

—Il faut dire aussi quelque chose qui peut paraître absolument incroyable ; ce sont des gens du métro qui nous ont passé une documentation énorme sur toutes les solutions pour rendre un métro accessible. Ce qui veut dire qu'ils s'étaient renseignés et qu'ils ont jugé que ça ne valait pas le coup de

le faire, peut-être parce que, pour eux, les handicapés ne sont pas jugés intéressants comme électeurs ou autres, ils ont choisi de ne rien faire alors qu'ils avaient toute la documentation. Pour les plans du métro, il y a donc eu des gens qui ont étudié le problème.

—Ils ne sont donc pas «vierges» par rapport à ces problèmes, ils savent qu'ils existent et à Marseille, ils ont choisi de ne rien faire ! La politique de Defferre, c'est de vouloir mettre en place une politique de transport spécifique aux handicapés : avec un service de minicars accessibles et aménagés

## REMOUS A L'UDR APRÈS LE DÉPART DE CHIRAC

Le départ de Chirac continue de soulever des remous dans l'UDR. Boulin, nouveau ministre des relations avec le parlement, a répondu hier matin que Chirac pourrait retrouver un rôle important dans l'UDR, à condition de s'insérer dans l'action du président de la République.

L'UDR est divisée. D'un côté les anciens chabariques (comme Boulin ou Guichard) oublient leur rancune envers celui qui a battu leur candidat aux présidentielles. Ils estiment que la voie la plus efficace pour conserver au pouvoir la majorité actuelle est de poursuivre dans la voie giscardienne et d'appuyer «l'ouverture» à gauche, à condition que quelques grands principes gaullistes soient maintenus. Pour eux, ce qui compte c'est une majorité unifiée derrière Giscard, sans fractions qui risqueraient de compromettre les élections. En fait, ils représentent un courant moderniste de la bourgeoisie, qui se reconnaît dans la démagogie réformiste de Giscard et y voit un moyen de préserver sa domination.

De l'autre côté, on trouve Chirac et un certain nombre de députés qui adoptent ses options, comme Messmer, ou Guéna. Il ne s'agit pas

pour eux de chercher des alliances et des voix vers un centre gauche considéré comme imaginaire, ce qui risquerait de leur faire perdre du poids dans la majorité parlementaire. Ils estiment dangereux de perdre un soutien assuré à droite au profit de gains minimes et plus qu'improbables.

L'affaire des plus-values avait déjà été significative de ces controverses internes. Boulin, parlant des «tourments» actuels de l'UDR, les a comparés à ceux éprouvés lors de la guerre d'Algérie, c'est dire l'âpreté de la discussion. Ainsi le débat porte actuellement entre autres, sur la question de l'aide aux paysans, qui était un des points de désaccord entre Giscard et Chirac. Chirac estimait qu'il fallait faire d'importantes concessions à la paysannerie, pour se la conserver comme alliée. C'est ainsi que Guéna a approuvé les manifestations paysannes en Dordogne. Derrière les aspects purement électoralistes de telles prises de position, il y a la question de la voie à choisir pour gouverner et permettre la continuation de la domination de la bourgeoisie.

Y. BEAUMONT

## LECAT : NOUVEAU RESPONSABLE A LA PROPAGANDE GISCARDIENNE

En même temps qu'il procédait au remaniement ministériel, Giscard réorganisait ses services de propagande. Il confiait la prise en charge de cette tâche à Lecat, ancien ministre de l'information de Pompidou.

Lecat remplacera Gouyon Beauchamps au service de presse de l'Élysée. Il s'était singularisé lors des élections présidentielles en créant un comité de soutien à Chaban Delmas et un autre à Giscard d'Estaing, il avait d'ailleurs signé l'appel des 43 de l'UDR en faveur de Giscard. Il avait perdu son siège de député de la Côte d'Or aux législatives partielles qui avaient suivi les présidentielles. Pour le recycler, Giscard lui avait confié le poste de délégué au recyclage des matières premières.

Auparavant, il avait élaboré le rapport qui porte son nom sur la restructuration de l'imprimerie. Ce rapport planifiait la liquidation d'une part importante des imprimeries du labeur et prévoyait des licenciements massifs. Les travailleurs d'IMRO, de Caron-Ozanne, de Chaix, etc, en font actuellement l'expérience. La question de l'imprimerie de presse n'était pas abordée dans ce rapport, mais il est certain qu'elle avait été étudiée dès cette époque et qu'un certain nombre de solutions avaient été envisagées, en rapport avec la modernisation des procédés d'impression.

### L'INFORMATION : PROPAGANDE POUR LES MESURES D'AUSTÉRITÉ

La nomination de Lecat comme responsable des services de l'information de l'Élysée est un signe de l'importance que Giscard veut donner à sa propagande. Dans sa dernière

apparition télévisée, il reprochait notamment à Chirac d'avoir négligé d'«informer les Français». Barre dans sa conférence de presse déclarait que pour faire accepter les mesures de lutte contre l'inflation, il suffirait d'«expliquer aux Français». Le pouvoir espère réussir à créer un consensus sur sa politique d'austérité par un effort de propagande. C'est une des méthodes qu'il utilisera pour tenter de convaincre les travailleurs d'accepter l'austérité et de leur faire avaler la politique «réformiste». On a déjà pu s'en rendre compte avec la fréquence des interventions télévisées de Giscard ou les campagnes d'affiches de Stoléro sur le travail manuel, la lettre de Poniatowski aux personnes âgées. Lecat aura pour tâche de coordonner et d'orchestrer la propagande gouvernementale.

Un de ses aspects passe par la réorganisation de la presse qu'on voit à l'œuvre à travers la constitution d'un empire de presse autour de Hersant avec le soutien financier de banques nationalisées. La tutelle sur la presse ne sera pas directement du ressort de Lecat mais de Françoise Giroud, à son nouveau poste de secrétaire d'État à la culture. Interrogée sur l'affaire «France-Soir», elle s'est déclarée incompétente en la matière, c'est-à-dire qu'elle laissera faire l'acquisition par Hersant.

### INTENSIFICATION DE LA PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE

Parmi les changements intervenant dans le fonctionnement de la propagande gouvernementale, il faut noter la suppression de la conférence hebdomadaire après chaque conseil des ministres. A



l'issue des conseils, un communiqué de l'Élysée sera distribué et le premier ministre et les ministres concernés pourront tenir des conférences de presse. Concrètement, ceci amènera une multiplication des conférences ministérielles et des explications et traduit un plus gros effort du gouvernement pour faire passer sa politique dans l'opinion.

C'est le président de la République lui-même qui se chargera de la coordination de l'information gouvernementale, afin de s'assurer de sa cohérence.

Lecat aura également pour rôle de s'assurer que

l'information gouvernementale est bien comprise et il devra expliquer les initiatives gouvernementales et présidentielles de façon à ce qu'elles soient comprises, c'est-à-dire acceptées.

Réforme de l'ORTF, tentative de renforcement de la mainmise directe sur la presse, réorganisation du pouvoir pour l'information. Préoccupation d'autant plus grande que s'avive la crise politique, que les masses prennent plus nettement conscience du véritable caractère de la politique de la bourgeoisie et la rejettent.

### ● LE CNPF «LIBÈRE LA FEMME»

Comme chaque année, le CNPF renouvelle sa petite opération démagogique à l'intention des mères de famille. Il fait annoncer par les radios qu'il demande à tous ses adhérents de se montrer compréhensifs et de tolérer les retards des mères de famille qui conduiront leur enfant à l'école pour la rentrée, le 14. Mais d'une part, il ne précise pas si les adhérents doivent s'abstenir de leur diminuer leur salaire, ou si les ouvrières devront récupérer. D'autre part, il ne s'agit

que d'un «conseil», non pas d'un accord.

### ● MAX SIMÉONI : QUE RIOLACCI S'EN AILLE!

Max Siméoni vient de rendre publique une déclaration dans laquelle il explique qu'il ne quittera le maquis que si «un espoir de dialogue apparaît». Il a ajouté : «Une première condition préalable sera le départ du préfet Riolacci». Dénonçant les innombrables promesses non tenues qui ont été faites aux Corses : «J'ai voulu dénoncer cette violence cynique des pouvoirs publics».

## LES MANŒUVRES DE CHARPENTIÉ

A mesure que s'étend la colère paysanne, le grand thème de la «solidarité nationale» avec les paysans victimes de la sécheresse continue à être l'objet d'âpres discussions. C'est ainsi que Charpentier, le président de la CGC a écrit à Debattise, dirigeant de la FNSEA, pour protester contre le projet d'impôt supplémentaire, précisément baptisé impôt de solidarité nationale.

Par contre, en proposant de remplacer l'impôt direct par un impôt indirect, il propose de recourir à la

forme la plus injuste de fiscalité, car c'est sur les ouvriers qu'elle pèse principalement.

Bien que la barre de l'imposition ne soit pas encore connue précisément, il est probable que bien des ouvriers en seront victimes. Charpentier tente d'utiliser ce fait pour opposer les ouvriers aux paysans. Il accuse en effet, les paysans de frauder le fisc, de profiter les aides de l'État pour s'enrichir. Il joue sur le fait que la sécheresse n'a pas été catastrophique pour les

gros paysans et que ce sont eux qui toucheront les aides les plus importantes. Or à côté d'une minorité de gros paysans, il y a la masse des petits paysans qui sont victimes de la sécheresse et de la politique du gouvernement.

Par ailleurs, Séguéy a déclaré que si le gouvernement voulait faire voter par sa majorité ces mesures réactionnaires d'aide aux paysans, il proposait la création d'un front syndical, d'unité d'action. L'unité d'action

n'est pas à réaliser avec les cadres, dont l'attitude montre bien la position réactionnaire. Il faut la forger avec les ouvriers et les paysans. Car il est inadmissible que les ouvriers qui supportent déjà tout le poids de la crise de l'impérialisme français voient leurs impôts augmenter alors que l'argent ainsi récolté ira engraisser les gros paysans. La solidarité des ouvriers et des paysans, celle qui s'établit dans la lutte, saura imposer que de réelles mesures d'aide soient prises en faveur des petits paysans.

### REMONTÉE DU FRANC : BARRE A LA CONFIANCE DES «MILIEUX D'AFFAIRE»

Depuis la nomination de Barre, la cote du franc remonte sur le marché des changes. A ce phénomène deux raisons. La nomination de Barre, personnage apprécié des «milieux financiers», succédant à une période d'incertitude, a rassuré les financiers et les spéculateurs et les a incité à acheter à nouveau du franc. La politique d'austérité que Barre entend pratiquer ne peut qu'inciter nos exploités à l'optimisme et renforcer leur confiance dans les capacités de l'impérialisme français.

Il y a également une autre raison à cette remontée du franc (le dollar hier valait

4,90 F contre 4,94 F vendredi et le mark était à 1,94 F). Après avoir vendu massivement des francs contre des dollars et des marks, les spéculateurs achètent à nouveau des francs pour réaliser les bénéfices de leurs opérations spéculatives. La décote du franc par rapport au mark en cinq mois étant de plus de 10 %, c'est un joli bénéfice qu'ils ont pu empocher. La demande en franc sur les marchés des changes, amène en conséquence une légère remontée de cette devise, mais on est loin de retrouver le franc à son niveau d'avant la sortie du serpent monétaire européen.

# PAYSANS EN LUTTE

Mussidan (Dordogne), Marmande (Lot-et-Garonne), St Etienne, Auch...

## LA COLERE GRANDIT

### Les actions contre «l'aide» aux paysans se multiplient

- En Dordogne, après la manifestation de plus de 1.500 éleveurs qui ont «bousculé» les représentants du pouvoir à Champagnac de Belair lors de la foire cantonale dimanche dernier. Ce sont près de 500 paysans du canton de Mussidan, à trente kilomètres de Périgueux, qui ont bloqué hier soir jusqu'à minuit l'express Bordeaux-Genève et le turbo-train qui suivait au passage à niveau de la nationale 89. D'autres actions de ce type vont se dérouler quotidiennement afin d'exiger que le département de la Dordogne soit classé immédiatement en zone 1. Chacune de ces actions sera décidée et organisée à l'échelle de chacun des quarante-cinq cantons du département.

- A Marmande, dans le Lot et Garonne également classé en zone 3, les paysans de la région ont organisé pendant plusieurs heures un barrage routier sur la NR 21, barrage d'une ampleur telle que la police routière a du mettre en place des déviations de circulation !

- A St-Etienne, plusieurs centaines d'agriculteurs de la Loire ont investi les locaux de

la préfecture à la suite d'une manifestation dans la ville.

A Auch : Trois cents paysans investissent la résidence du secrétaire général de la préfecture et la cité administrative.

Aux paysans des différentes régions de France durement touchés par la sécheresse et qui, commençant de décimer les cheptels, vivent dans l'angoisse de n'avoir plus aucune ressource fourragère pour les prochains mois difficiles de l'hiver, Bonnet avait promis des «aides substantielles». Les paysans ont vite jugé ce que valaient ces «aides», dès lors qu'a été rendu public, il y a une semaine, le plan d'acomptes à valoir sur l'indemnisation définitive qui sera décidée le 29 septembre prochain. Ils ont déclenché de multiples actions spectaculaires.

Cette «levée des fourches» comme l'expliquait un responsable paysan de la Loire, prend d'abord pour cible le mode de répartition géographique totalement arbitraire mis en place par le gouvernement. Un exemple presque caricatural du caractère arbi-

traire de ce mode de répartition est fourni par la commune de St-Trivier que traverse la frontière entre l'Ain (classé zone 3) et la Saône et Loire (classée zone 2) : d'un côté de la commune, certains paysans percevront 50 F alors qu'à quelques kilomètres, d'autres percevront 150 F ! Le but recherché par le gouvernement en procédant à ce classement par zone apparaît à l'évidence comme une volonté délibérée de diviser la paysannerie et de détourner l'attention du montant dérisoire des «aides» allouées.

Le blocage de l'autoroute A7 à Chasse.



Pourtant, là où le mécontentement grandissant face à ces mesures, s'est traduit en actions spectaculaires, les paysans dénoncent avec énergie les miettes qui leur sont versées en guise d'acompte : «Pas d'aumône pour les paysans» disaient les paysans du Rhône qui bloquaient l'autoroute A 7 à la hauteur de Vienne. Ils rappelaient que «La sécheresse bénéficie au gouvernement qui prélève la TVA sur les pailles et les foin, sur le transport de ces fourrages, sur l'aliment du bétail, sur le matériel d'irrigation», «et après cela, concluaient-ils, il

octroie aux paysans du Rhône 50 F par vache, de quoi les nourrir pendant quatre jours !»

En nombre d'endroits, la promptitude du mécontentement paysan a pris de court les syndicats agricoles, toujours soucieux de «responsabilité». Cormocèche, gros paysan de l'Ain et vice-président de la FNSEA avouait hier que «l'énervement des agriculteurs était difficile à contrôler». Mais il s'empres- sait d'ajouter «qu'à défaut de l'approuver, il fallait le comprendre». Ainsi, la FDSEA de

l'Isère appelle les éleveurs à ne pas remplir les imprimés en vue d'obtenir les «aides». C'est là son seul mot d'ordre puisqu'elle ne s'est pas associée aux premières actions paysannes dans la région. Quant à d'autres fédérations départementales, elles marquent leur désapprobation en rompant toute relation avec l'administration.

C'est bien peu, en définitive, par rapport à la volonté de lutte qui s'exprime dans les multiples actions qui s'engagent. Les paysans, conscients que le battage organisé par la presse bourgeoise autour de l'impôt dit «de solidarité» est une arme perfide du pouvoir pour dresser contre eux les travailleurs et les masses populaires ont le souci d'expliquer les raisons de leur combat aujourd'hui : ainsi, hier, lors d'un barrage de route sur la RN 100, un groupe de paysans du Tarn et Garonne a procédé à une distribution de fruits et légumes aux automobilistes.

Les paysans ont vite révélé, par leurs actions, la réalité d'un soi-disant «plan d'aide d'urgence» qui n'est en fait qu'un moyen d'aggraver leur misère. Au même moment, la bourgeoisie s'appête à faire subir aux travailleurs une politique d'austérité accrue. C'est en mettant en œuvre une solidarité populaire active, un soutien mutuel, de leurs luttes qu'ouvriers et paysans feront reculer la bourgeoisie.

## LUTTES OUVRIÈRES

BLATRIX : Quand le bâtiment va, tout va !

### A Oyonnax... rien ne va plus

En février 1976, l'entreprise Blatrix (bâtiment) licenciat, non sans mal -1 mois de lutte-, 99 travailleurs pour, paraît-il, permettre à l'entreprise de survivre... Elle n'aura survécu que l'été puisqu'elle vient de déposer son bilan.

Dans tout le département et surtout dans la profession du bâtiment, la lutte des travailleurs de Blatrix au printemps reste toujours dans la mémoire et si, dans la première fournée de licenciements, la section CFDT a été démantelée, et c'en était le but, il subsiste encore des liens entre les travailleurs licenciés et ceux restant... l'accord sur les reclassements des licenciés n'ayant pas été respecté par ailleurs !

Surprise que Blatrix dépose le bilan ? Non pas surprise, logique d'un capitaliste qui veut se restructurer. Pour cela, il lui faut deux conditions semble-t-il : la première c'est de se débarrasser d'une section syndicale CFDT combative, qui, malgré les difficultés pour s'organiser dans le bâtiment (chantiers espacés, possibilité de muter les gars, transports très longs et déplacements fréquents -on ne se voit que le samedi et le dimanche-, etc...) avait su créer un noyau solide qui se

déplaçait de chantier en chantier, noyau de liaison indispensable.

De nombreuses revendications sur le logement, les conditions de travail et de salaire avaient été arrachées par plusieurs grèves, surtout à Ferney-Voltaire où le noyau sédentaire était le plus nombreux. C'est d'ailleurs de là que la dernière lutte contre les licenciements était dirigée. Pendant plus d'un mois, les travailleurs gardaient dans un entrepôt le matériel et

organisaient, avec un comité de soutien, de nombreuses journées «merguez» pendant lesquelles ils expliquaient leur lutte, et collectaient les fonds nécessaires à la poursuite de la lutte. Plusieurs opérations de popularisation, très spectaculaires furent menées : blocage de la N84, distribution de tracts et collectes à la frontière suisse, au casino de Divonne (ville de Antonioz, député conseiller général, RI, secrétaire d'Etat au tourisme).

Un accord indemnisant les grévistes et les reclassant tous était signé à la main d'œuvre départementale. On sait que Maillard et Ducloux (autre entreprise de bâtiment) notamment ne devait pas respecter cet accord. Ainsi donc, la première condition était remplie.

La seconde consistait à prévoir comment passer de la construction classique au préfabriqué, ce sur quoi semble se diriger Blatrix

maintenant. Et c'est ainsi que, prévoyant, le fils Blatrix était démissionnaire du conseil d'administration au printemps. Personne ne sera donc étonné si resurgit bientôt une nouvelle entreprise.

L'espoir d'être «repris» reste dans la tête de certains travailleurs licenciés aujourd'hui dans la deuxième fournée. Cependant, comment croire et faire confiance à ceux-là mêmes qui devaient «reclasser» les précédents licenciés et ne l'ont pas fait ; ceux qui avaient promis un redressement rapide...

Il est évident que l'heure n'est plus à écouter les beaux discours mais à la lutte pour l'emploi. Les conditions pour mener cette lutte ne sont pas faciles, mais les leçons de la précédente grève seront tirées par les travailleurs. Blatrix ne s'en tirera pas comme cela.

Corres. Oyonnax

**les BOSTINE**

**de L'IMRO**

Après l'expulsion par les forces de police de notre imprimerie occupée depuis le 29 septembre 1975 et dans le cadre de la popularisation et du soutien financier, une bande dessinée des travailleurs de l'IMRO est en vente au prix de 10 F.

Pour toutes commandes :  
Yvon-Marie BOST  
65, avenue Gustave Flaubert  
76000 - ROUEN

Les travailleurs de l'IMRO

## LUTTES OUVRIÈRES

LIP : «Pointage collectif  
Chômage ras-le-bol»

Ce mardi matin, c'est l'atmosphère des grands jours pour les LIP, la période difficile des vacances est passée et tous les LIP sont là. Ils ne sont pas décidés à se faire oublier, l'occasion a été donnée par les convocations à aller pointer à l'agence de l'emploi. Elles arrivent individuellement et il aurait fallu que les LIP aillent pointer bien tranquillement dans un bureau spécialement ouvert dans une petite rue du quartier de Palente-Orchamps. On ne veut pas voir de LIP en ville surtout en ce moment à trois jours du festival international de musique de Besançon, le Besançon de la «culture» ne veut pas être troublé par les 4.000 chômeurs...

Les LIP ne l'ont pas entendu ainsi : «On ne va

pas aller pointer dans une impasse en se cachant, on va aller pointer tous ensemble à l'agence du centre ville, mardi, après l'Assemblée Générale». Une délégation l'avait même dit fermement au préfet la semaine passée. Le fait est que les LIP étaient attendus : au moins une demi-douzaine de cars de CRS stationnaient à proximité, une double rangée de flics en képi, (de la municipalité PS), en casques et en civil et même avec écharpes devant l'agence. Les centaines de LIP manifestent quand même en criant : «pointage collectif. Chômage ras-le-bol».

Après quelques heurts en face à face, une délégation peut rentrer, mais malgré la présence de

tout ce beau monde, personne n'est responsable : on reviendra... Le moral des LIP a remonté sérieusement !

Les LIP ont compris que l'isolement, c'était la mort lente. L'action redémarrée. C'est de telles actions et de telles initiatives qui permettent de renforcer la mobilisation. Les contacts se développent avec les autres travailleurs, ceux du Haut-Doubs en particulier. Une coordination régulière est déjà installée avec les soixante dix horlogers de l'usine Reillac à Maiche, licenciés ces jours-ci. Une manifestation est même prévue samedi, tandis qu'à Besançon, les UL.CFDT et CGT veulent marquer le coup avec une mobilisation contre le chômage dès le week-end.

## Agache-Willot

LE DERNIER LICENCIEMENT  
DE DURAFOUR : LES TRAVAILLEURS  
RIPOSTENT

La fédération CFDT d'HA.CUI.TEX (Habillement, Cuir, Textiles) vient de faire connaître le dernier mauvais coup de Durafour. Avant son départ du poste de ministre du travail, il s'agit du licenciement du délégué syndical CFDT d'une usine de Flixecourt, usine faisant partie du groupe Saint-Frères Agache-Willot, dont les Saint-Frères, les «Dalton du textile» comme on le sait, ont eu récemment maille à partir avec la justice, pour les escroqueries en tout genre dont ils se sont faits les spécialistes.

Le licenciement, prononcé par Durafour avait été demandé par la direction de cette usine depuis janvier dernier ! Rappelons les faits : en décembre de l'année dernière, les travailleurs d'Agache Willot, à Flixecourt, engagés la lutte avec occupation pour obtenir le 13<sup>e</sup> mois intégral et différents autres avantages. Alors que la direction cède certaines revendications aux travailleurs d'une autre de ses usines (La Coframal à Chirmeek) ne pouvant faire autrement, à Flixecourt, c'est le refus total de céder. Après la reprise, la direction contre attaque alors : elle demande le licenciement du délégué syndical CFDT pour «séquestration de cadres» et décide de faire jouer la loi «anti casseur». Que les flics à l'époque aient tout cassé sur place, cela, la direction bien sûr, n'en dit mot !

Les travailleurs se mettent alors en lutte durant quinze jours pour exiger la réintégration de leur camarade. Rien n'y fera. La direction

demande alors au Comité d'Entreprise, de se réunir en séance extraordinaire pour voter le licenciement. C'est le refus. C'est alors l'inspecteur du travail qui refuse à son tour le licenciement. Comme on le voit, la bourgeoisie a de la suite dans les idées. En fait de suite dans les idées, tant de hargne de sa part, (qui, il faut le souligner une fois de plus, passe outre deux refus et une grève) montre comme tous les mauvais coups perpétrés dernièrement par Durafour, qu'il s'agit pour elle de faire taire tous ceux qui, ces derniers mois, ont mis l'organisation syndicale au service des travailleurs, tous ceux qui montrent la voie à

suivre, celle de la lutte face à sa politique de crise.

Mais si pour la bourgeoisie, décapiter certaines sections syndicales a un enjeu politique évident, la faire reculer est un enjeu tout aussi grand pour les travailleurs : c'est ce qu'a c'est ce qu'ils ont compris ces jours derniers en imposant à la direction de l'entreprise la présence de fait, dans l'usine, de leur camarade.

Ainsi, ils ripostent directement à la décision de Durafour. C'est une première victoire. Les travailleurs d'Agache Willot montrent la voie à suivre aujourd'hui. Mais la vigilance s'impose, car la direction si pour le moment, elle a dû reculer, a supprimé les responsabilités de ce travailleur, et n'a pas renoncé. Mais les travailleurs de l'usine ont su montrer ces derniers mois qu'un combat de longue haleine n'est pas de taille à les faire reculer !



de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)  
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 342

## S.N.C.F.

POUR UNE LUTTE COMMUNE  
DE TOUS LES TRAVAILLEURS

C'est ce matin dès la prise de poste que prend effet le mot d'ordre de grève lancé par les fédérations CGT et CFDT de cheminots.

Cette action survient après une série de mouvements dispersés portant notamment sur les conditions de travail à Nantes, Marseille...

Ce mouvement traduit bien la colère des roulants de la SNCF devant la division que veut leur imposer l'administration. C'est le fameux T5 qui est la cible des travailleurs du rail, ce grade soi-disant de «super-catégorie» après lequel la direction de la SNCF voudrait faire courir les

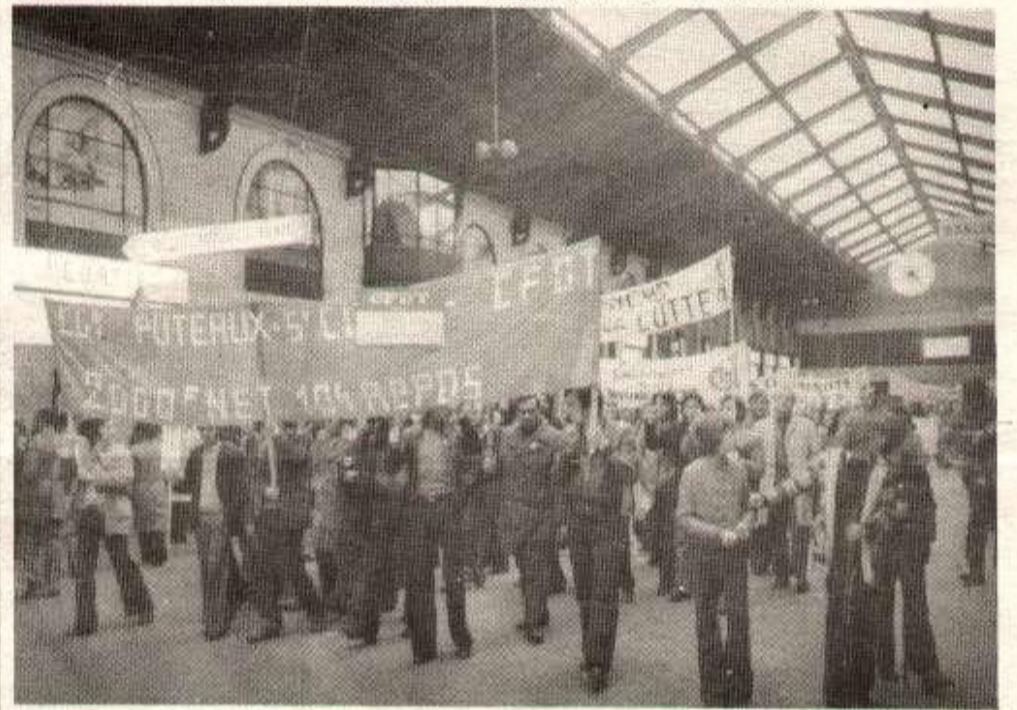
cheminots. La revendication est simple : redistribuer le crédit débloqué pour le T5 sur l'ensemble des catégories de manière égale. Cette revendication est parfaitement justifiée. Celles de l'ensemble des travailleurs de la SNCF le sont aussi. C'est pourquoi il faudra se battre dans les dépôts, sur les chantiers pour imposer aux directions fédérales leur prise en compte et que soient pris les moyens pour les faire aboutir.

Poursuivant leur tactique, les fédérations essoufflent les travailleurs de la SNCF dans de petites actions sans lendemain, s'opposent aux

actions résolues sous le mauvais prétexte de «ne pas gêner l'usager». Un jour les conditions ne sont pas réunies, puis quand tout le monde s'y met, il ne faut pas aller trop loin, ce n'est plus le moment...

Chacun se souvient du grand mouvement de mars-avril complètement saboté à coups de fausses informations et d'isolement organisé par les directions fédérales.

Pour les salaires, les conditions de travail, contre les grades de division ! C'est la lutte commune de tous les travailleurs de la SNCF, c'est tous ensemble qu'ils les arracheront.



## A Bourg de Péage (Drôme)

PREMIÈRE LUTTE  
ET VICTOIRE POUR LES  
JEUNES DE L'USINE KÉLIAN

Chez Kélian, il y a 135 ouvriers et ouvrières qui fabriquent des chaussures pour hommes. Les salaires sont en général inférieurs à ceux des autres usines de la zone pour un même travail. En effet, jusqu'en avril 76 le patron pouvait imposer sa loi car il n'y avait pas de syndicat. Mais depuis, les choses ont changé, en particulier à l'annexe où se font les semelles. Il y a là une majorité de jeunes et le patron en profitait pour les exploiter encore plus.

d'amélioration des conditions de travail contrôlé par l'inspecteur du travail est prévu. C'est donc une belle victoire, les jeunes en tirent plusieurs leçons : ils ont été capables, bien que jeunes et peu nombreux, de montrer leur force et de gagner. Ils ont été les premiers à lancer des actions de lutte à Romans depuis la fin des congés et ce succès est très encourageant.

Chez Kélian, les salaires sont très proches du minimum légal dans la chaussure (9,90 de l'heure) et même parfois moins. Aucune sécurité dans le travail, des conditions d'hygiène insupportables, des cadences qui augmentent sans cesse. A cela s'ajoute un climat d'intimidation et de répression permanent.

Aussi, mercredi 18 août, quinze jours après la rentrée des vacances, les ouvriers de l'annexe posent leurs revendications : ils exigent 30 cts d'augmentation, le réajustement des salaires au-dessous du minimum de la chaussure et dénoncent leurs conditions de travail.

Le patron prend ça à la rigolade. Mais lundi, il déchante car les gars de l'annexe ont décidé la grève. Tout de suite, c'est l'intimidation : menaces de vider un des grévistes et évacuation de l'atelier. La direction croit pouvoir impressionner car ils sont en majorité des jeunes «soi-disant sans expérience». Mais ils tiennent bon ! Mardi, ils distribuaient un tract appelant ceux de l'atelier principal à les soutenir. Tous les matins ils sont devant la porte de l'annexe pour discuter. Leur détermination a payé puisque le patron a cédé. Les revendications de salaires sont arrachées et un plan

C'est leur premier contact avec le combat de classe ; la section CFDT qu'ils ont mise en place n'existe que depuis quelques mois et ils savent que c'est en se trempant dans l'action qu'ils pourront s'engager dans des luttes plus importantes.

Comme le disait un délégué de l'atelier principal : «ils ont fait avancer le syndicat de plusieurs mois avec cette grève».

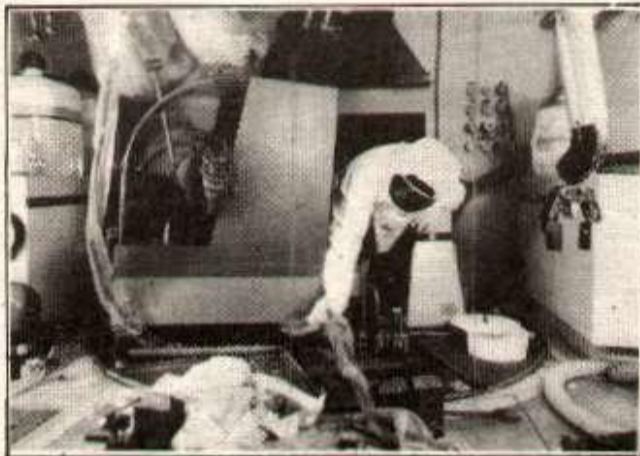
Correspondant Romans

Faites  
connaître  
le Quotidien  
du Peuple

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## USA : EXPLOSION DANS UNE USINE NUCLÉAIRE

### 11 PERSONNES CONTAMINÉES !



Suite de la page une

Richland, Etat de Washington. L'Atlantic Richfield Hanford Company est l'une des quatre entreprises installées dans le vaste domaine nucléaire de Hanford. Il semble que ce soit une usine de retraitement et de conditionnement des déchets nucléaires provenant des réacteurs. A ce qu'on sait, «l'accident» s'est produit dans une enceinte étanche de manipulation de produits radioactifs, où l'on extrait de l'américium.

L'américium est un pro-

duit de fission radioactif dont on utilise la radioactivité dans l'industrie (pour les contrôles de pièces...). C'est dans l'enceinte étanche que s'est produite une explosion, et non pas une réaction nucléaire. Mais cette explosion a fait voler en éclat les parois de l'enceinte, blessant directement, par éclat de verre, les ouvriers qui manipulaient, et projetant les matériaux radioactifs. Il est donc certain que les ouvriers ont soit été directement contaminés par les éclats de

l'explosion, soit par les radiations des produits ainsi dispersés. De plus, il se peut que la dissémination radioactive ait débordé la zone de l'usine. La direction de l'usine est incapable d'apporter le moindre élément à ce sujet.

Déjà, en 1973, un rapport de l'A.E.C. (commission américaine de l'énergie atomique) avait révélé que sur la zone de Hanford, une accumulation anormale de plutonium avait été relevée, et qu'elle avait atteint un niveau où la réaction en chaîne devenait possible. C'est donc tout le cycle de retraite-

ment des déchets nucléaires qui est en accusation.

Or, en France, c'est aussi l'un des points noirs de l'industrie nucléaire. A l'usine de La Hague, où sont déjà traités les déchets des centrales françaises en fonctionnement, et où doivent être apportés les déchets des centrales d'autres usines européennes, de nombreuses «bavures» ont eu lieu. Plusieurs travailleurs de l'usine ont été contaminés, sans que l'on connaisse, en raison du secret dont le CEA entoure tout ce qui concerne cette usine, toutes les conséquences que cela a eu pour ces travailleurs.

#### Quelques précédents

- 1961 Idaho Falls (USA) : une explosion dans une centrale fait trois morts.
- 1964 Centrale de Wood River : un mort.
- 1968 : rejet accidentel d'iode radioactif à l'usine de La Hague.
- 1969 : incendie à l'usine nucléaire de Rocky Flats (USA)
- 1969 : accident à la centrale de St-Laurent-des-eaux. Plusieurs kilos d'uranium sont disséminés.
- 1972 : deux ouvriers sont tués à la centrale de Surry - USA.
- 1973 : nouvelle fuite à l'usine de La Hague. 35 ouvriers sont contaminés, dont 7 grièvement.
- 1975 : Gundremmingen, Allemagne. Les ingénieurs de la centrale violent délibérément les règles de sécurité. Rupture de canalisation. Deux ouvriers sont tués, plusieurs autres sont blessés.

## LE CAPITALISME EST RESPONSABLE DES ACCIDENTS DU NUCLÉAIRE



Pour la justice allemande aussi, l'intérêt de la production prime. Six des sept ingénieurs responsables de l'accident de Gundremmingen ont été acquittés.

Une fois de plus, ce sont des ouvriers qui ont été victimes d'un accident dans une usine nucléaire. Si de tels accidents peuvent avoir des conséquences dépassant lar-

gement le cadre des usines nucléaires, en contaminant des milliers de personnes, il y a là un fait qui doit être souligné. Les suites de «l'accident» survenu à la

centrale nucléaire de Gundremmingen sont particulièrement éclairantes à ce sujet.

«IL NE FAUT PAS QUE LES LUMIÈRES S'ÉTEIGNENT»

l'eau radioactive sous pression, à 280°. Deux morts.

Richard Hubbard, démissionnaire de la division nucléaire de la General Electric aux USA déclarait : «Tout, dans notre formation, nous incite à faire passer la productivité avant la sécurité. Le premier impératif qu'on nous inculque est : il ne faut pas que les lumières s'éteignent». Les ingénieurs de Gundremmingen étaient bien pénétrés de ce principe. Tout comme ceux d'Usinor-Dunkerque lorsqu'ils faisaient intervenir des ouvriers sur des hauts fourneaux en fonctionnement. Tout comme la direction de Sacilor Rombas qui envoyait des ouvriers réparer une cheminée alors qu'elle risquait d'exploser.

UNE LEÇON POUR LA LUTTE

Un procès a eu lieu, devant le tribunal de Memmingen. Les inculpés étaient les ingénieurs responsables de la marche de la centrale. Le procès a eu au moins le mérite d'expliquer les faits : une fuite s'était produite dans une vanne d'un circuit de purge. Les instructions du constructeur étaient formelles : la réparation d'une telle panne doit s'effectuer une fois la centrale arrêtée. En attendant cet arrêt, la direction fit effectuer une réparation provisoire, n'empêchant pas la fuite d'eau radioactive.

Lorsqu'il fut nécessaire de remplacer la pièce défectueuse, les ingénieurs responsables décidèrent de faire intervenir les ouvriers avant que le cœur du réacteur soit totalement refroidi. Résultat : la vanne a lâché, les ouvriers ont reçu de plein fouet de

Dans toute la France, les luttes contre les centrales nucléaires se développent. A Creys-Malville, où l'EDF veut construire un surrégénérateur dont aucun scientifique ne peut assurer qu'il sera sûr, des comités se sont créés dans une vingtaine de villages, après l'occupation du site le 3 juillet. L'explosion de Hanford, les révélations du procès des ingénieurs allemands, doivent renforcer cette lutte. Elles doivent aussi en montrer la base : le nucléaire est dangereux car il est utilisé dans la course au profit, au mépris de toute sécurité pour les masses. Et il est utilisé par une classe pour qui l'avenir à long terme n'a aucune importance. Seule la lutte pour exiger un contrôle populaire sur les installations nucléaires existantes la fera céder.

Eric BREHAT

#### «LES OISEAUX VIENNENT NICHER AUTOUR DE LA CENTRALE...»

Le domaine de Hanford est situé à une vingtaine de kilomètres de Richland, agglomération de 65 000 habitants, et non loin de l'immense agglomération de Seattle-Portland, l'une des plus grosses concentrations industrielles de la côte ouest des Etats-Unis. Sur cette même côte, un peu plus au sud, une centrale électronucléaire Westinghouse (du même type que celles actuellement construites en France) produit des déchets, traités à Hanford. Autour de la centrale, des bureaux d'information distribuent des prospectus édifiants. On y lit que l'installation outre les bienfaits économiques qu'elle apporte est aussi un bienfait écologique ! Que depuis la mise en route de la centrale, les oiseaux viennent nicher dans la tour de refroidissement, que les fleurs sont protégées des visiteurs... Le cynisme en matière de publicité atteint ici des sommets que l'EDF, en France, malgré tous ses efforts, n'a pas encore atteint.

#### ● LA SÉCURITÉ DES DÉPUTÉS :

Nos élus, les «élus du peuple» disent-ils, ne se sentent pas en sécurité au Palais Bourbon. Pour protéger leurs palabres, la grille du Palais Bourbon sera désormais doublée par des panneaux de verre triplex antiballes. Ces panneaux qui seront en terre sortiront de terre par une simple commande électrique et constitueront une barrière de 2,50m. pour empêcher l'accès de manifestants.

● Devant les protestations et les interrogations de nombreux parents, le Préfet de Paris, M. Jean Taulelle a demandé à l'inspection

générale un rapport sur le fonctionnement des centres aérés. Plusieurs enfants sont encore hospitalisés, suite à l'intoxication au centre de Vincennes. Plusieurs parents refusent l'explication officielle d'une seule intoxication une semaine avant, leurs enfants étant malades alors qu'ils ne fréquentaient le centre que depuis quelques jours.

● C'est l'absence de glissière de sécurité le long de la route qui serait responsable de l'accident sur la voie ferrée Paris-Bruxelles qui a fait 28 blessés. Ce qui a rendu possible la chute du camion sur le ballast de la voie ferrée en contre bas.

### Création d'un fonds d'aménagement urbain

Un fonds d'aménagement urbain a été créé pour étudier et mener des opérations d'aménagement, de rénovation et de restauration dans les villes. Ce fonds qui sera géré par un comité directeur dans lequel siègeront les représentants de plusieurs organismes : Aménagement Foncier, Urbanisme, Collectivités Locales du ministère de l'intérieur... sera un des principaux rouages pour l'application de la politique définie dans la loi Galley de restauration des centres villes. La loi Galley et le rapport Nora, prévoient la restauration des centres villes, afin

qu'ils conservent leur «cachet» plutôt que d'être défigurés par des blocs de béton. Ces opérations de rénovation permettraient, selon Galley, d'améliorer les conditions de logement sans pour autant chasser les travailleurs habitant ces centres urbains. Mais en fait, il est prévu que la restauration immobilière se fasse en collaboration avec les propriétaires et il s'en suivra évidemment une augmentation des prix des loyers et une exclusion des locataires-ouvriers, pour le plus grand profit des propriétaires.

## INTERNATIONAL

## Angleterre

# 400 TRAVAILLEURS IMMIGRES BLESSES PAR LA POLICE



Les flics britanniques affrontent la colère des travailleurs immigrés.

## En 1972, grève contre le racisme

En 1972, à Loughborough dans les Midlands, 500 ouvriers d'une grande usine textile avaient fait grève pour protester contre le refus de la direction de leur donner accès à des cours de formation professionnelle.

## Inde : une constitution sur mesure

Alors que l'état d'exception est en vigueur en Inde depuis plus d'un an, Indira Gandhi propose de le rendre permanent et de se donner un pouvoir absolu. Elle vient de proposer une série d'amendements à la constitution qui suppriment les libertés démocratiques fondamentales, lui permettent d'interdire toute organisation anti-nationale et réduisent le rôle de la Cour Suprême dans le contrôle de l'exécutif.

Pour justifier ses exigences, elle invoque la nécessité de mener le pays au «socialisme», alors que la politique de la bourgeoisie indienne, loin de faire quoi que ce soit pour alléger l'exploitation et la misère du peuple, a au contraire livré le pays à la domination et au pillage du capital étranger et en particulier du social-impérialisme.

Alors qu'à la misère s'ajoutent l'arbitraire le plus total, des milliers de détentions, la suppression de la liberté de la presse, osera-t-on encore dire que l'Inde est «la plus grande démocratie du monde» ?

Ces événements s'expliquent par l'oppression et le

racisme dont sont victimes les travailleurs immigrés qui se trouvent au nombre d'environ un million cinq cents mille (6% de la population active) en Grande Bretagne. Ceux-ci viennent en général de pays du Commonwealth. Ils sont employés dans des secteurs les plus mal payés (O.S., hôpitaux, transports, hôtels) et sont logés dans des bidonvilles. Ils sont en butte au contrôle de la police et aux attaques des fascistes (les «skinheads»). Le député d'extrême droite, Enoch Powell a lancé plusieurs fois des campagnes contre l'immigration, rendant les travailleurs immigrés responsables du chômage et prétendant défendre la «pureté» et l'«unité» de la nation britannique, affirmant que les travailleurs immigrés sont «différents» et ne peuvent s'intégrer. Un des leaders du parti conservateur avait réclamé en 1974 un contrôle des naissances spécifiques

pour les «gens de couleur». Dans ce climat de racisme, diffusé par les fascistes, mais dont l'Etat et les patrons sont complices, la violence de la révolte des jeunes immigrés s'explique. Déjà, au printemps dernier, d'importantes manifestations contre le racisme avaient été organisées.

### ● GRÈCE-TURQUIE

Les négociations entre la Grèce et la Turquie sur la délimitation de la zone aérienne de la mer Égée et du plateau continental égéen pourraient reprendre à partir du 20 septembre.

La Grèce demande la suspension des recherches pétrolières de la Turquie en Mer Égée, près des îles grecques. La Turquie prétend que les îles qui longent la côte anatolienne lui appartiennent.

## La Pravda soutient la Libye

«La pravda», journal du parti révisionniste soviétique vient de prendre position contre l'Égypte dans le conflit qui oppose l'Égypte et la Libye.

«Le fait est que la politique étrangère de la Libye, d'abord dans les problèmes relatifs à un règlement au Moyen Orient, s'oppose à la politique de ces états arabes qui recherchent un accord séparé avec Israël par l'intermédiaire des USA» écrit la Pravda.

Ainsi l'URSS met à profit les conflits entre les deux pays et même les attise pour gagner du terrain au Moyen-Orient. D'autant plus que la politique libyenne qui a tenté de faire le pont entre le régime syrien et la résistance palestinienne (en conseillant à ces derniers d'accepter les exigences syriennes) répond aux préoccupations de l'URSS qui cherche à ménager ses intérêts dans la région en s'imposant dans les deux camps.

● ITALIE : Freda et Ventura, fascistes inculpés dans l'affaire de l'attentat contre une banque de Milan qui avait fait 17 morts en 1969, ont été libérés et envoyés

surveillance dans l'île de Giglio. Mais les habitants de cette île ont organisé un barrage de bateaux pour les empêcher de débarquer.

## AFRIQUE AUSTRALE

Contre les luttes de libération

## KISSINGER A L'AIDE DE VORSTER

### MENACES D'INTERVENTION SOVIÉTIQUE

Kissinger doit rencontrer, samedi prochain, à Zurich, le premier ministre d'Afrique du Sud, Vorster. Ils doivent avoir trois jours d'entretiens sur la situation en Afrique Australe. Leur dernière rencontre date du mois de juin en Allemagne. Pendant ce temps, William Rogers et Schaufele, adjoints de Kissinger, font un voyage en Afrique où ils doivent rencontrer Samora Machel, président du Mozambique, et d'autres dirigeants africains. Ils seraient accompagnés de Rowlands, secrétaire d'Etat britannique aux affaires africaines.

Cette intense activité diplomatique s'explique par le fait que la politique américaine en Afrique Australe a été prise de vitesse par les luttes des peuples. Les projets qu'avaient pu échaffauder Kissinger et Vorster en juin dernier, ne tiennent plus guère debout : le développement et la généralisation du mouvement de lutte en Afrique du Sud même, le développement de la guérilla en Rhodésie et Namibie, la fermeté des patriotes contre les solutions de «gouvernement multiracial» rendent la position des racistes de plus en plus difficile et les conseils de Kissinger inapplicables. Depuis quelques mois, l'impérialisme US doit réviser complètement sa politique en Afrique : la conquête

de l'indépendance des anciennes colonies portugaises et la pénétration soviétique en Angola ont montré que sa politique de soutien sans réserves aux anciennes puissances coloniales et aux bastions racistes risquait de lui faire perdre toute influence dans le continent africain. Aussi Kissinger a-t-il dû feindre de se poser en médiateur, «partisan du gouvernement de la majorité» en Afrique Australe. Ne pouvant plus soutenir les régimes racistes tels qu'ils sont, l'impérialisme US tente de promouvoir de fausses solutions de «pouvoir de la majorité» et de «gouvernement multiracial» avec des fantoches africains. Mais cette politique, outre le fait qu'elle est refusée par la

fraction la plus intransigente des racistes, est battue en brèche par les peuples d'Afrique Australe. En effet, que s'est-il passé depuis deux mois ? Les projets de «gouvernement multiracial» en Namibie et en Rhodésie, élaborés avec la bénédiction de Kissinger n'ont aucun succès ; au contraire, les gouvernements de Vorster et de Smith ne tiennent que par la guerre et la répression et connaissent un isolement international croissant.

Alors que la Namibie est toujours occupée, que la lutte dans les ghettos d'Afrique du Sud continue malgré les provocations et la répression, que le régime de Smith vient de condamner à mort huit patriotes, on ne voit pas bien ce que Kissinger et Vorster vont bien pouvoir inventer pour «sauver l'essentiel» de la domination impérialiste en Afrique Australe.

En Namibie, la situation a atteint un point de non-retour hier 31 août, date à laquelle le régime raciste aurait dû évacuer la Namibie et lui donner une indépendance totale. Le gouvernement de Vorster s'est contenté de réunir la conférence de Windhoek, organisation composée de prétendus dirigeants des ethnies, qu'il a mis en place lui-même. Désormais, la Swapo, organisation représentative et légitime du peuple namibien peut faire valoir ses droits. Mais avec la présence des troupes cubaines en Angola, qui a une longue frontière avec ce pays, il est de plus en plus question d'une intervention de ces troupes pour «libérer» la Namibie. Il va de soi qu'une telle intervention s'accompagnerait d'une pénétration du social-impérialisme (envoi d'armes, de «conseillers», d'une «aide économique»). Cette ingérence est particulièrement dangereuse : voulant tirer profit de la situation de grands changements qui existe actuellement en Afrique, le social-impérialisme veut s'infiltrer en Afrique australe : les richesses de la Namibie, en particulier l'uranium, représentent pour lui un enjeu important. Partout où l'URSS, prenant le visage d'amie des peuples, a apporté son «aide», elle a entrepris, comme en Inde et en Égypte par exemple, d'y assurer sa domination en installant des bases militaires et en pillant l'économie. La Swapo, qui a conquis, en comptant sur ses propres forces, l'indépendance par dix ans de lutte armée, n'a rien à gagner, à accepter une telle «aide». Le peuple namibien doit recueillir lui-même les fruits de son combat, l'indépendance totale, sans condition.

J. P. Champagny

## Espagne : les partis catalans exigent l'autonomie

Le Conseil des forces politiques de Catalogne s'est réuni dimanche dernier avec M. Josep Tarradellas, président en exil de la Généralité. (1) Suite à la proposition du Président de créer une «Assemblée Nationale Provisoire de Catalogne», il a décidé de mettre à l'étude la création d'un «organisme à caractère consultatif et institutionnel» représentatif de toutes les forces démocratiques de Catalogne, pour assister le président. Par ailleurs, l'Assemblée de Catalogne (2) qui se réunissait dans le même temps à Barcelone, a pris une position dans le même sens et prépare une entrevue avec le président.

Ces décisions, qui sont un premier pas vers la création d'un gouvernement ou d'un parlement provisoire, en liant plus étroitement l'opposition catalane à la revendication de rétablissement de la Généralité de Catalogne, renforcent la position de rupture qu'elle a adoptée vis-à-vis de la réforme des institutions franquistes.

Ce soir, mardi, l'assemblée et le conseil doivent se réunir conjointement pour harmoniser leur position à la veille de la réunion commune des pla-

teformes d'opposition de l'Etat espagnol qui doit se tenir le 4 septembre à l'initiative de la coordination démocratique.

(1) L'Etat catalan autonome constitué sous la République en 1932

(2) L'Assemblée Catalogne regroupe toutes les organisations démocratiques présentes en Catalogne, le Conseil lui est limité aux forces bourgeoises des révisionnistes à l'EDC (libéral membre de «l'internationale» libérale)

● TIMOR EST : Les forces patriotiques du FRETILIN de la république démocratique de Timor-Est ont remporté de nouvelles victoires contre les troupes d'invasion indonésiennes ces dernières semaines. Elles ont regagné quatre localités et infligé de lourdes pertes à l'adversaire.

### ● 6<sup>e</sup> SATELLITE CHINOIS

La République Populaire de Chine a procédé à la mise en orbite d'un satellite artificiel, lundi. C'est le sixième depuis le premier lancement opéré en 1970. Il s'agit là d'une nouvelle victoire du peuple chinois dans la maîtrise des techniques aérospatiales.

# INTERNATIONAL

## LIBAN

# LA RESISTANCE CONTRE L'ARMEE SYRIENNE

DE BEYROUTH, PAR TÉLÉPHONE

Les combats se poursuivent à Beyrouth et dans la nuit de lundi, les réactionnaires libanais ont tenté une percée à Chiah, quartier progressiste, mais les forces armées les ont repoussés aussitôt. A Tripoli, les combats sont extrêmement sérieux, indiquant que cette région sera au cœur de la résistance à venir.

Au moment où les Syriens et la Ligue Arabe proposent des «plans de paix», l'armée syrienne continue son agression contre les peuples libanais et palestiniens. Deux jours auparavant, l'armée

syrienne stationnée à Jezzing (localité au-dessus de Saïda) a bombardé la localité de Roum où se trouvent les forces palestiniennes et progressistes libanaises. Celles-ci ont résisté aux bombardements syriens et ont pris l'offensive contre l'armée syrienne. Devant une telle riposte, l'armée syrienne a été obligée de reculer et de demander un cessez-le-feu. Dans la Bekaa, la lutte se développe contre l'occupation syrienne : une résistance populaire commence à s'organiser. Le mécontentement et la colère gagnent les paysans de la Bekaa : les prix

ont augmenté, le régime syrien profite de sa présence militaire pour piller la région. Il a de plus été obligé de fermer sa frontière avec le Liban depuis plus d'une semaine pour s'occuper de la situation intérieure qui se dégrade de plus en plus.

● **KOWEIT** : Le journal palestinien «Al Watan» publié au Koweït vient d'être interdit pour un mois. La remise en cause de la liberté de la presse par l'émir, décidé au début de la semaine, vient frapper d'abord le soutien à la Résistance Palestinienne. La plupart des pays arabes soutiennent la tentative syrienne de soumettre la Résistance Palestinienne.

## Le projet de fédération

### MENACE CONTRE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE ET LES PATRIOTES LIBANAIS

Au moment où Sarkis, président élu en mai sous la pression syrienne, fait une visite à Damas, l'éditorial de l'organe central du gouvernement syrien, Al Thawra, est consacré au projet de fédération que la Syrie cherche à mettre en place. «... Les deux présidents examineront les nouveaux liens entre le Liban et la Syrie sœur, ceux de ces deux pays avec la Jordanie, ainsi que les liens de ces trois pays avec la Palestine... La visite d'Elias Sarkis devra être suivie par des rencontres régulières, tantôt à Amman ou à n'importe quel autre lieu... qui serait désigné comme capitale». (L'éditorial cite deux localités au Liban, Baalbeck, occupée par les Syriens après une farouche résistance de ses habitants, et Bhamdoun, qui est loin d'être occupée).

L'éditorial continue : «Pourquoi ne formerait-on pas une armée et des ministères fédéraux ?... Plus tard, serait formé un Conseil Législatif Fédéral».

Les détails que fournit l'éditorial sur le projet de fédération du gouvernement syrien montre que ce projet est bien établi, que toutes les démarches syriennes sont guidées par lui. Ce projet signifie l'occupation de l'ensemble du Liban par les troupes syriennes, la nomination d'un gouvernement pro-syrien au Liban. 20.000 soldats syriens sont rentrés lundi au Liban, un jour avant la rencontre Assad-Sarkis. Pour mettre son projet à exécution, le gouvernement syrien a l'intention d'attaquer plus violemment encore la Révolution Palestinienne et aux forces patriotiques libanaises avant la nomination de Sarkis, le 23 septembre prochain. Le projet de fédération n'est qu'un complot impérialiste pour liquider toutes les forces révolutionnaires dans la région.

Selon le projet, la fé-

dération comportera le Liban, la Syrie, la Jordanie, et une partie de la Palestine, occupée en 67, la Cisjordanie. Le rapprochement entre la Syrie et la Jordanie s'est fait durant l'été 75. Un commandement militaire unique a été formé et des discussions portent sur une représentation unique pour les deux pays à l'étranger. Actuellement, la Syrie cherche à imposer par la force militaire l'adhésion du Liban à ce projet.

Depuis les difficultés de la Syrie à récupérer le Golan, occupé par l'Etat sioniste, la Syrie cherche à s'imposer dans la région comme la seule force capable de négocier avec cet Etat : pour cela, selon les exigences sionistes et américaines, il faut qu'elle procède à la liquidation de la Révolution Palestinienne et de toute force patriotique dans la région. Au Liban, la Syrie s'est mise à

l'œuvre. Si les Etats-Unis tirent le bénéfice de la guerre syrienne, l'URSS cherche de son côté à utiliser tous les moyens de pression pour s'imposer face aux USA dans la région. Après le rapprochement syro-jordanien, l'URSS discute avec Hussein de Jordanie la possibilité de livraison d'armes. Il y a une semaine, l'URSS appelait à la réunion de la conférence de Genève, conférence qui demande à l'OLP de discuter avec Israël, l'ennemi principal de la région.

Face à ce projet américain, les Soviétiques manœuvrent pour tenter de faire passer leurs propres plans, qui sont en contradiction avec le but stratégique de la Révolution Palestinienne.

Yomna El Khalil

● **LES FORCES FASCISTES CONSTITUENT UN COMMANDEMENT UNIFIÉ** : Bechir Gemayel, le chef militaire des Phalanges, et l'un des principaux organisateurs du massacre de Tall el Zaatar, a été placé à la tête du commandement unifié des forces conservatrices libanaises, constitué lundi. Au cours d'une cérémonie pour la promotion de 2 500 miliciens fascistes, Chamoun a annoncé : «Nous poursuivrons la guerre qui n'en est qu'à sa phase initiale». Les prétendus plans de paix des Phalanges ne visent qu'à préparer de nouvelles agressions.

## PALESTINE OCCUPÉE

### MANIFESTATION CONTRE L'INSTALLATION DE KIBBOUTZIM

Une manifestation a eu lieu le 27 août à Halil dans les territoires occupés sur la rive ouest du Jourdain pour protester contre l'installation de kibboutzim et l'expulsion de paysans palestiniens par les sionistes. L'armée israélienne est intervenue avec des blindés et a tiré sur les manifestants, en blessant 46. Ceux-ci ont riposté avec des pierres et des bâtons. Les sionistes ont proclamé la loi martiale dans cette ville. Les enseignants, et élèves de la rive ouest du Jourdain ont appelé à une grève de solidarité pour la rentrée scolaire.

### DES CENTAINES D'ARRESTATIONS CET ÉTÉ



Au cours des deux derniers mois, juillet et août, près de 4.000 Palestiniens ont été arrêtés en Palestine par les sionistes. Il ne se passe pas un jour sans que les journaux ne mentionnent une dizaine d'arrestations au minimum dans le pays.

Tous les Palestiniens arrêtés sont jugés par les tribunaux militaires car ils portent atteinte à la «sûreté de l'Etat». La grande majorité de ces Palestiniens est accusée d'appartenir à des organisations palestiniennes, principalement le Fath et le FPLP, ou pour avoir manifesté pendant les soulèvements qui ont eu lieu cette année, hissant les drapeaux palestiniens ou jetant des pierres sur l'armée israélienne. Des jeunes ont été arrêtés pour avoir distribué des tracts à Rameh, en Galilée, dénonçant l'occupation sioniste. A Gaza, 10 personnes ont été arrêtées pour avoir manifesté et jeté des cocktails molotov sur les bâtiments de l'administration sioniste. A Al Khalil, un palestinien est accusé de posséder chez lui des journaux «Falastin», les publications du FPLP, toutes datant de 1974.

Toutes les fois qu'une explosion se produit, que

ce soit dans un bus israélien, comme à Tel Aviv le 18 juillet ou dans une colonie, comme celle de Kiryat Arba le 15 juillet, dans la région d'Al Khalil, des dizaines d'arrestations sont faites. La police fouille la région avec l'aide de l'armée et arrête qui elle veut, sans aucune preuve. Elle peut les laisser en prison pendant deux ans, sans aucun jugement. C'est le cas d'Abou al Homs, de Ramallah, qui a commencé une grève de la faim pour savoir de quoi il est accusé. La police israélienne peut arrêter n'importe quel palestinien et à n'importe quel moment. A Ramallah, deux membres de la direction du syndicat des ouvriers du bâtiment ont été arrêtés sans aucune raison. Aucune explication ne leur est fournie. L'Etat sioniste, vu de l'extérieur, paraît bien sûr de lui. Mais en examinant la situation à l'intérieur, il est évident que les dirigeants israéliens se sentent menacés par le peuple palestinien qui vit sur sa propre terre. Cet été, un Palestinien a été arrêté et condamné à quatre ans de prison pour avoir rencontré des membres d'organisations palestiniennes à l'extérieur.

Même l'avocate «israélienne» Félicia Langer s'est étonnée de ce jugement et a déclaré : «Si c'est pour cette raison, 10.000 Palestiniens devraient être emprisonnés.»

En pratiquant ces arrestations, l'Etat sioniste montre désormais son incapacité à faire régner son ordre en Palestine occupée. Depuis 2 ans environ, c'est le peuple palestinien qui a pris l'offensive dans sa lutte contre Israël. Même dans les prisons, les Palestiniens s'organisent. A Gaza, Saïd Abou Kouta est accusé d'avoir organisé une section du Fath et d'avoir entraîné ses membres à l'intérieur de la prison. D'autres palestiniens sont accusés de s'être entraînés aux armes à l'extérieur, de posséder des armes et des explosifs, sans toujours de preuves d'ailleurs. Ces arrestations sont la preuve de la peur de l'Etat d'Israël face à la montée de la lutte du peuple palestinien. Elles sont aussi la preuve que des milliers de Palestiniens sont organisés au sein des organisations de l'OLP, que leur lutte est étroitement liée à celle que mène les masses palestiniennes au Liban.



## "DIALOGUE" A L'HOPITAL St ANTOINE

9 H, le Docteur arrive, les pansements commencent. Une femme entre, il y a quelques semaines, elle s'est blessée à la jambe depuis sa blessure se cicatrise mal. Elle vient donc régulièrement à la salle de soins, tout en poursuivant son activité professionnelle. Comme elle s'inquiète des raisons de la mauvaise cicatrisation, le docteur :

-«Ce n'est rien, ça va guérir.

-Mais, le médecin de la sécurité sociale, a parlé d'ulcère de jambe.

-Il dit n'importe quoi, ce médecin.

-Alors, reprend-elle, je me suis renseignée et j'ai feuilleté quelques livres de médecine...

Il l'interrompt séchement.

-Quelle est votre profession ?

-Comptable.

-Alors, est-ce que je lis des livres de comptabilité moi, non !

Pourtant, cette personne est diabétique, c'est écrit sur son dossier, et elle a un ulcère à la jambe (comme c'est fréquent chez les diabétiques).

Le lendemain, dans la même salle de panse-

### MÉDECIN COMPLICE DES PATRONS

Un ouvrier travaillant sur une presse dans une entreprise de tôlerie, a eu un doigt aux trois quarts sectionné, dans un accident du travail.

Conduit à l'hôpital St Antoine, il y est resté hospitalisé quatre jours. A sa sortie le chirurgien a refusé de lui faire un arrêt de travail, en disant «vous n'avez qu'à travailler avec l'autre main» !...

Dans l'impossibilité de reprendre son travail, le blessé a été obligé d'aller voir un autre chirurgien pour continuer son traitement, et prolonger son arrêt de travail.

Cet exemple montre comment des médecins exercent une médecine répressive sur les ouvriers et en particulier sur les travailleurs immigrés. Auxiliaires de la bourgeoisie, ils n'hésitent pas à renvoyer à la production des travailleurs encore malades.

ments, sont réunis tous les docteurs, du petit, au chef intermédiaire, et au docteur patenté ayant déjà une carrière derrière lui. Entre un ouvrier. Il y a un mois, dans son usine, il a été blessé à la jambe, par un très gros rouleau de câbles d'acier, brûlé par le frottement de l'acier sur sa jambe. Et depuis sa blessure ne se cicatrise pas du tout.

-«Comment ça vous est arrivé, je ne comprend pas, pourquoi c'est tombé sur vous. (sic) Les fils, il n'étaient pas branchés, comment ils vous ont brûlé comme ça ? Ça a roulé sur vous, dites-vous, pourquoi vous étiez dessous, je ne comprends vraiment pas»

Le malade demande alors une prolongation d'arrêt de travail.

-«Mais je vois que le précédent est terminé de plus deux jours. Il fallait venir plus tôt, on n'aime pas beaucoup ça les arrêts à effet rétroactif.

-Mais, je ne pouvais pas venir.

Laissant là le malade, ce médecin va dans la pièce à côté, parler du «cas» avec ses confrères.

Revenant vers le malade :

-«La prochaine fois faudra venir plus tôt, d'abord, il n'y aura pas de prochaine fois, car après vous reprendrez le travail. On ne vous fait pas des arrêts maladies pour que vous alliez à la pêche. On va vous faire un arrêt maladie sans autorisation de sortie.

-Mais j'habite seul, faut bien que j'aille faire mes courses.

-Si vous pouvez faire vos courses, vous pouvez bien aller travailler. (sic)

Puis passant à un autre sujet, le médecin questionne, d'une manière faussement sympathique.

-«Vous buvez combien de litres d'eau s'il vous plaît ?

-2 litres et même plus par jour.

-Il ne faut plus boire de vin du tout !!!

-Mais je ne bois presque pas.

-Eh bien, c'est beaucoup trop quand même, votre blessure, elle ne guérira jamais si vous continuez»

N'ayant pas très bien compris, le rapport entre le vin et l'eau, j'interroge à mon tour le brillant docteur, qui très sûr de lui, me donne «l'explication» :

-«Vous ne connaissez pas cette méthode chère au professeur... et de me citer un nom que j'ai vite oublié, elle est simple lorsque vous avez devant vous un alcoolique (sic) vous lui demandez combien il boit de litres d'eau, car tous les alcooliques sont persuadés que l'eau lave les effets de l'alcool, vous multipliez ce nombre par deux et vous avez le nombre de litres de vin consommés par jour...

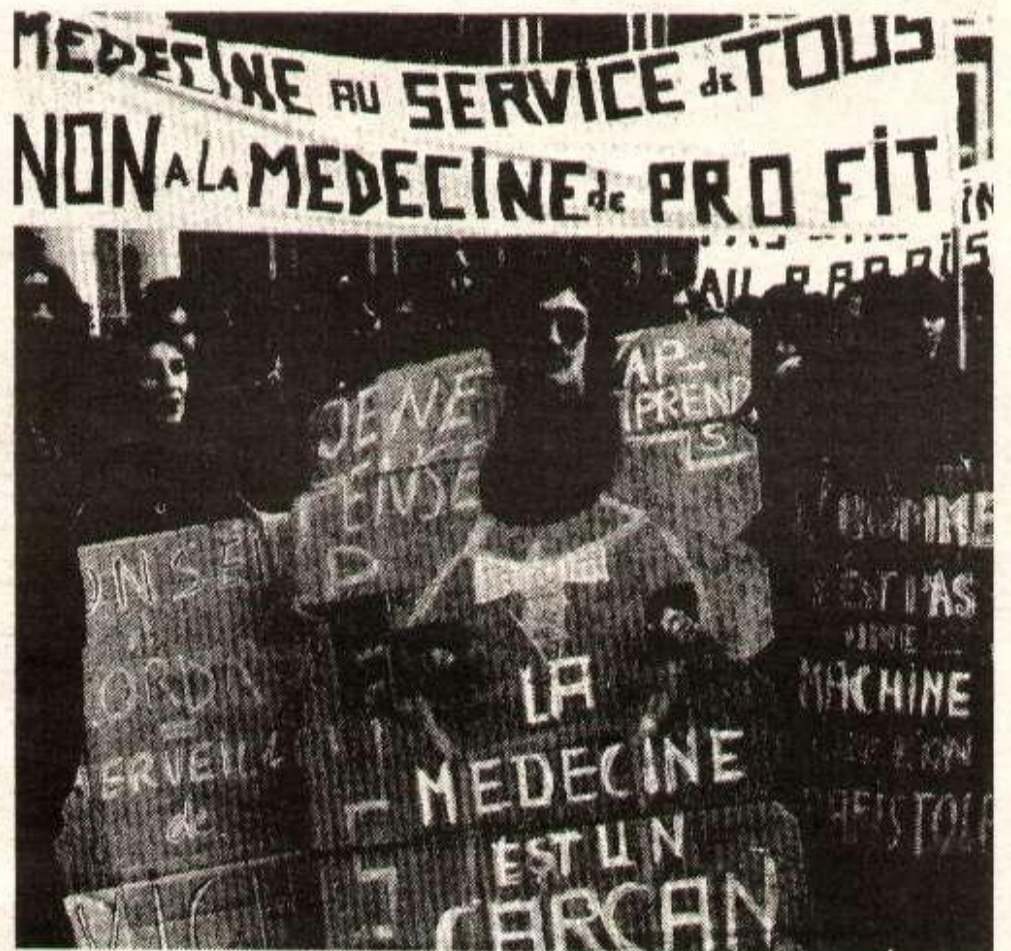
-Comment savez-vous que ce malade est alcoolique ?

-D'abord ça se sent ! Ensuite, si sa plaie ne cicatrise pas, il y a deux causes possibles, soit il est diabétique, soit il est alcoolique. Celui-ci est indiscutablement alcoolique. C'est une question de métier !!

-A-t-il eu des examens de recherche de diabète ?

-Non, ce n'est pas nécessaire...»

Corr. hospital St Antoine



## LUTTES

### Monoprix-Montparnasse (Paris VI<sup>e</sup>)

## UNE EMPLOYÉE LICENCIÉE POUR SOLDE A UNE PERSONNE AGÉE

Monoprix Montparnasse rue de Rennes regroupe un personnel de 60 employés. Il faut dire que le personnel se trouve rarement au complet du fait des maladies, dépressions nerveuses, licenciements sans réembauche ni personnel de remplacement.

Une caissière gagne 1650 francs net et une vendeuse 1350 francs net.

A la caisse, les conditions de travail sont très

dures. Surtout depuis le début des vacances. Actuellement, il ne reste plus que quatre caissières dont deux anciennes seulement. Deux ont dû donner leur démission et n'ont pas été remplacées. En plus de la caisse, les filles doivent faire le nettoyage des rayons, pousser les cadies, vendre quand il manque quelqu'un, alors que les conventions collectives l'interdisent.

Samedi dernier, la direc-

tion a renvoyé une fille qui travaillait à la charcuterie pour avoir soldé un prix à une personne âgée. Divorcée avec deux enfants, elle se retrouve sans travail et la direction a même refusé de lui payer les congés payés pour le motif «faute grave». La direction CGT n'est pas intervenue, la fille n'étant pas syndiquée.

Les renvois sont très fréquents, il suffit qu'un

client se plaigne et aille voir le directeur pour que le motif de renvoi soit suffisant.

Il y a une dizaine de jours, une autre vendeuse a été licenciée : la direction ayant pris «de mauvais renseignements» sur elle.

Au fur et à mesure des démissions ou des licenciements, la direction se garde bien de réembaucher du personnel même pendant les vacances, ce qui oblige les filles à faire le double de travail.

Des inspectrices renouvelées fréquemment surveillent constamment les filles et les signalent dès qu'elles font une erreur de caisse ou qu'elles mangent quelque chose pendant leur travail.

Une pose d'un quart d'heure par jour est accordée, mais quand il y a du monde, on vient chercher les caissières, écourtant ainsi la pause à cinq minutes.

Et la direction utilise l'insécurité du marché de l'emploi pour sous-payer les travailleuses et faire peser sur elles les menaces constantes de licenciement.

Le mécontentement grandit chez les employées qui se heurtent aussi à l'inertie des responsables du seul syndicat CGT dans l'entreprise.

### Centre de tri Austerlitz (Paris)

## SANCTION CONTRE 4 AUXILIAIRES

Le démantèlement du centre est déjà bien engagé. Départ du tri des banlieues à Créteil et Evry. Non remplacement des titulaires mutés en province, l'administration faisant faire le travail en sous effectifs. En supprimant les brigades travaillant aux banlieues, elle a constitué une «brigade mobile de renfort» composée en majorité d'auxiliaires et qui va renforcer les différents secteurs de travail selon les besoins. D'où occupation de plusieurs postes par vacation et accentuation des cadences.

Cette situation réduit les auxiliaires à l'état de

pions que l'on déplace sur l'échiquier postal, tout au long de la journée de travail. Ceci a provoqué une tension dont certains inspecteurs ont profité pour «mettre au pas» les auxiliaires (sanctions)

Ainsi 4 auxiliaires ont été mis à pied 15 jours. Les motifs invoqués sont du genre «revient en retard de la pause». Ces sanctions montrent la volonté de l'administration d'imposer aux travailleurs les conséquences de la crise, de la restructuration des PTT, en frappant d'abord les auxiliaires puisqu'ils sont statutairement les plus vulnérables. D'ailleurs, ces

sanctions à Austerlitz sont à rapprocher de la tentative (avortée) de la direction du tri gare du Nord, de licencier 68 auxiliaires.

Après une assemblée générale nombreuse malgré les vacances, deux délégations furent organisées à la direction du centre et à la direction de la ligne. Actuellement, ces 2 directeurs opposent un refus aux revendications. Les postiers prévoient de passer à l'action et d'ores et déjà de faire circuler des pétitions et tracts, d'organiser des délégations de masse afin de faire reculer la direction comme à la gare du nord.

### Un centre de tri



**1er ANNIVERSAIRE  
CAMPAGNE  
D'ABONNEMENTS  
EXCEPTIONNELS**

# POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, ammagasiner de nouveaux repêchages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### - A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



### - Et à un livre ou un disque au choix

- \* Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
  - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
  - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
  - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

### \* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



### - Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

#### REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
  - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
  - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
  - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
  - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
  - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
  - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
  - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
  - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
  - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
  - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
  - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

#### - Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

### - Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml.

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

- Mode de Versement :
- En une fois.....
  - En trois fois.....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au Quotidien du Peuple BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Dimanche soir sur FR.3

# « La vie est à nous »

En France, où l'individualisme, la volonté de faire de l'«art pour l'art» ont toujours dominé chez les artistes ; ce film représente quelque chose d'exceptionnel : un des plus grands cinéastes Français Jean Renoir travaille avec des acteurs et des militants pour la propagande du PCF. Il ne s'agit pas d'un documentaire, ou de discours filmés, c'est un montage original et bien composé de bandes d'actualités, de saynètes et d'interventions des dirigeants du PCF.

Cela donne un film simple et vivant où l'on veut replacer chaque explication politique dans le cadre de la vie de tous les jours.

Tout au long, ce qui frappe, c'est la mise en scène de personnages de la classe ouvrière, de la paysannerie qui parlent haut et fort, ce qui est d'ailleurs fréquent dans d'autres films de Renoir, mais rare dans les films de l'époque où les personnages du peuple ont des rôles secondaires servant de faire-valoir à des personnages bourgeois. Dans chaque scène de la lutte de classe qui nous sont montrées, tout est envisagé du point de vue du

peuple, franchement tandis que la bourgeoisie est incarnée par des personnages qui sont mal à l'aise et crispés. Il y a un réel enthousiasme, on montre la possibilité de prendre l'offensive, de vaincre : ainsi la victoire des ouvriers contre un petit chef qui licencie, la victoire des paysans contre une expulsion, montrée avec beaucoup d'humour. Tout le film est

traversé par le sentiment de force et d'unité qui vient de la mobilisation massive de la classe ouvrière contre le fascisme en 1934. En ce sens «la vie est à nous» est un reflet fidèle de l'esprit de lutte offensive de la classe ouvrière dans les années 1934-1936 qui allait déboucher sur le formidable mouvement de grève. Film datant de quelques mois avant les grèves, il

préfigure ce qui va se passer à ce moment-là.

Certes, à cette combativité de la classe ouvrière, ne répond pas la ligne politique d'un parti révolutionnaire conséquent. Les explications données par le PCF, en dehors d'une simplification et d'une schématisation inévitables, ne dévoilent pas réellement la nature du capitalisme. Le capitalisme est limité

aux «200 familles» dont l'expropriation suffirait à rétablir la justice et l'égalité dans une France qui ne demande qu'à travailler et à développer ses richesses naturelles. Si une aspiration profonde à «changer de société» s'exprime, on ne voit pas clairement quelle alliance de classes le permettra, l'unité réalisée contre le fascisme n'est pas distinguée de l'unité populaire pour faire la révolution.

On montre un capitalisme gaspillant, jouant au casino, mais rien n'est dit du phénomène colonial et impérialiste.

Ainsi, ce film reste un témoignage irremplaçable à la fois de la combativité des travailleurs en 1936 et des limites des perspectives offertes par le PCF qui à cette époque rassemble cependant en son sein les forces qui veulent la révolution. Il est regrettable que la télévision ait cru bon de donner la parole longuement aux héritiers du fascisme Français, La Rocque pour «défendre sa mémoire». Encore heureux qu'elle n'ait pas laissé s'exprimer ceux d'Hitler et de Mussolini, également dénoncés dans ce film !

MERCREDI 1<sup>er</sup> SEPT.

TF1

12 h 30 - L'île au trésor  
Feuilleton  
13 h 00 - JOURNAL  
13 h 35 - Paul Temple  
Série  
14 h 30 - L'imagination au galop. Série  
17 h 45 - Pour les jeunes  
19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Le village englouti  
Feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Dîner de famille  
Dramatique  
21 h 45 - Le fantastique français.  
Document  
22 h 55 - JOURNAL et fin

A2

17 h 15 - Teva. Feuilleton hebdomadaire  
18 h 15 - Ce jour-là, j'en témoigne : 11 novembre 1943  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 40 - Bonjour Paris  
Feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Sport. Football Danemark-France  
21 h 45 - Un shérif à New York. Série  
22 h 55 - JOURNAL et fin

FR3

19 h 05 - La télévision régionale  
19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 40 - Le 19<sup>e</sup> siècle romantique. Millet et Van Gogh  
19 h 55 - Journal  
20 h 00 - 20 heures en été  
20 h 30 - Un film, un auteur Ambre. Film américain. 1947  
22 h 40 - JOURNAL et fin

feuilleton

## LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Au bout d'un moment, il se sentit froid et eut la chair de poule, car au printemps les nuits étaient encore très fraîches et peu faites pour rester torse nu. Il se rappela avoir laissé sa veste chez les Tchao, mais redoutant le bambou du Bachelier, il n'osa aller la chercher. C'est alors que le garde-champêtre fit son entrée.

— Ah Q, espèce de con ! Comment oses-tu manquer de respect à la bonne de la famille Tchao ! C'est une véritable rébellion ! Tu m'as fait perdre toute une nuit de sommeil, espèce de con !

Ah Q écouta naturellement sans broncher cette longue sermon. A la fin, parce que l'affaire s'était passée la nuit, Ah Q dut doubler le pourboire du garde-champêtre : quatre cents sapèques ; mais, comme il n'avait pas d'argent comptant, il donna son bonnet de feutre en gage. De plus, il accepta les cinq conditions suivantes :

1. Il irait le lendemain présenter ses excuses à la famille Tchao, apportant un paquet d'encens et une paire de cierges rouges d'une livre chacun pour racheter ses méfaits.

2. La famille Tchao inviterait un prêtre taoïste pour conjurer les mauvais esprits, et Ah Q paierait les dépenses de la cérémonie.

3. Ah Q ne passerait plus jamais le seuil de la maison des Tchao.

4. S'il arrivait quoi que ce soit à Wou Ma par la suite, Ah Q en porterait la responsabilité.

5. Ah Q n'irait réclamer aux Tchao ni son salaire ni sa veste.

Naturellement, Ah Q consentit à tout ; un seul fait regrettable : il se trouvait à court d'argent. Heureusement, on avait déjà au printemps et il

pouvait se passer de couverture ouatée ; Ah Q mit la sienne en gage et en tira deux mille sapèques, ce qui lui permit de se conformer aux conditions stipulées. Après qu'il eut fait amende honorable en se prosternant le front contre terre, le torse nu, il lui restait encore quelque monnaie. Il ne dégagea pas son bonnet de feutre, mais dépensa tout ce qui lui restait à boire. Pour le moment, la famille Tchao ne brûla ni les cierges ni les bâtonnets d'encens parce qu'ils pouvaient servir à Mme Tchao pour ses dévotions, on les mit de côté. La plus grande partie de la vieille veste de Ah Q fut transformée en couches, pour l'enfant qui naîtrait de la belle-fille au huitième mois, et Wou Ma employa la partie déchirée pour faire des semelles de souliers.

### CHAPITRE 5 LE PROBLÈME DU BOL DE RIZ

La cérémonie de réparation terminée, Ah Q retourna au Temple de la Protection des Récoltes. Le soleil s'était couché, et peu à peu il eut l'impression qu'il se passait quelque chose de bizarre. Après avoir bien réfléchi, il en arriva à la conclusion que c'était sans doute son torse nu. Il se souvint qu'il possédait encore une vieille veste doublée, s'en couvrit les épaules et se coucha. Quand il ouvrit les yeux, le soleil éclairait déjà le mur de l'ouest. Il s'assit en disant : « espèce de con !... »

Une fois levé, il alla se promener dans les rues et bien qu'il ne ressentit plus la morsure du froid sur son torse, il eut de nouveau cette impression d'étrangeté. On eût dit que ce jour-là, toutes les

femmes du village étaient devenues subitement prudes. Dès qu'elles voyaient Ah Q, elles rentraient bien vite chez elles. Même la Septième belle-sœur de la famille Tseou qui frisait la cinquantaine se cachait comme les autres ; en apercevant Ah Q, très étonné, se dit : « Ces créatures veulent prendre des manières de demoiselles ; ces garces !... »

Au bout d'un certain temps, le monde lui parut encore plus bizarre. C'est que premièrement, le marchand de vin lui refusa des crédits. Deuxièmement, le vieux gardien du Temple de la Protection des Récoltes lui dit des choses désagréables, comme s'il désirait le voir déménager. Troisièmement, il y avait bien longtemps, il ne savait plus exactement combien de jours, que personne ne l'avait fait travailler. Que le tavernier refuse de lui faire crédit, passe encore ; que le vieux gardien cherche à le faire partir, il n'y avait qu'à le laisser ronchonner, mais que personne ne lui donne du travail, voilà qui lui creuserait l'estomac : une belle « connerie » en effet que cette situation-là !

N'y tenant plus, il alla chez ses anciens employeurs pour voir ce qu'il en était, en exceptant toutefois la maison Tchao dont il n'avait plus le droit de passer le seuil. Partout, il reçut un accueil auquel il n'était pas habitué. C'était toujours un homme qui le recevait ; d'un air mécontent, il le renvoyait d'un geste de la main, comme on renvoie un mendiant.

— Il n'y a rien pour toi, rien, va-t-en !

(à suivre)

# EN FRANCE COMME EN ITALIE non aux usines de la mort !

Pierre PUJOL

## Quand les bourgeoisies prennent peur en France et en Italie

Devant la mobilisation des travailleurs, la bourgeoisie italienne prend peur. Comment expliquer autrement la publicité faite ces derniers jours autour des inculpations des responsables du trust, du médecin responsable de zone par un juge de Monza que l'on veut présenter comme actif et impartial. Comment expliquer la nuée soudaine de responsables de sécurité et d'officiers judiciaires qui sillonnent les grandes usines italiennes, pour tenter de découvrir ce que les travailleurs dénonçaient depuis des dizaines d'années ? Le 28 août, sur ordonnance du juge Giannonni, les carabinieri, le responsable sanitaire et ses assesseurs de la zone industrielle de Casoria près de Naples, sont intervenus dans quatre usines. Ils ont prélevé des substances toxiques pour les faire analyser en laboratoire. A la Montedison, ils ont prélevé des produits à base de benzène, d'anhydride phtalique et maléique ; à la Montefibre, des résines suspectes (dans cette usine, 72

ouvriers sont morts par cancer) ; à la Cutolo Metallorganica, des échantillons du redoutable oxyde de spirene et des substances à base de chrome. Une enquête est ouverte sur une autre «usine de la mort», la Stanghella à Padoue, où l'on fabrique des batteries d'accumulateurs et où l'on meurt du saturnisme.

Les enquêtes qui se multiplient donnent la mesure de la révolte de la classe ouvrière italienne. La bourgeoisie essaie de parer au plus pressé pour désamorcer la bombe que Seveso a allumée. Le PCI a réuni en vitesse des scientifiques et proposé toute une série de mesures. Face au plan d'austérité, la révolte suscitée par Seveso constitue un obstacle majeur à l'application de la politique de crise.

«Seveso. Un drame qui doit nous faire réfléchir», titrait le Figaro du 20 août. En dessous, un article significatif de l'inquiétude des capitalistes : «En France aussi on cherche à renforcer la pré-

vention, il faut éviter d'autres Seveso. Un projet de loi sur les produits toxiques est à l'étude».

De fait, les enseignements de Seveso sont universels. Pour les ouvriers de Rhône Poulenc victimes de leucémie benzénique, pour les ouvriers de Clérieux, pour les ouvriers de l'aluminium victimes de la

fluorose et de Péchiney, pour les travailleurs des colorants qui meurent de cancer etc... La liste est longue des Seveso français où l'on meurt à petit feu, assassinés par le capital. Et la révolte accumulée est grande, contre un capitalisme avec lequel, en France comme en Italie, il faut en finir !

### La frayeur de Bayer

Quand la nouvelle de la catastrophe de Seveso a commencé à se répandre en Allemagne, la firme Bayer, devant l'émotion générale, a tenté une manœuvre subtile. Un des dirigeants de la Bayer Konrad von Homeyer déclare : «Pour nous, la catastrophe de Seveso est une tragédie qui a frappé tout près. Nous devons réfléchir. Nous devons approfondir nos connaissances. Nous avons décidé de suspendre temporairement la production de trichlorophénol dans nos usines. La production pourra reprendre lorsque nous comprendrons exactement l'affaire et l'issue de Seveso».

Ce recul de Bayer, destiné à prévenir tout mouvement des travailleurs montre la peur des trusts capitalistes devant les questions des travailleurs. En ce cas, un trust n'hésite pas à «enfoncer l'autre». C'est le sens des critiques faites par Bayer sur la sécurité à l'ICMESA.

## LA DIOXINE SPÉCIALEMENT PRODUITE POUR LA GUERRE ?

«Nous n'aurions jamais imaginé qu'un accident aussi grave puisse se produire !». C'est ainsi que les dirigeants de la firme Givaudan, après avoir tout fait pour étouffer l'affaire, avaient réagi devant l'indignation populaire. Les dangers de la dioxine n'avaient pourtant rien d'inconnu pour eux qui la produisaient, de façon à peu près sûre à des fins de guerre. La découverte récente dans les bureaux de l'usine (faite par le juge Rinaldo Rosini) d'une facture portant mention de

le révèle le journal «Il Messaggero», confirme les doutes des ouvriers de l'ICMESA. Jusqu'à ce jour la firme prétendait que la dioxine était simplement une impureté de fabrication, le but de la fabrication étant le 2-4-5-T (défoliant). Il apparaît donc que la Givaudan travaillait pour la guerre chimique, (probablement au service des U.S.A.). D'autre part, des révélations faites par le «Corriere Della Serra» de Milan aggravent la responsabilité de l'ICMESA. Le journal publie l'interview du Dr

Hans Weber, directeur du département «écologique» de Bayer (Leverkusen - RFA), géant de l'industrie chimique allemande et mondiale. Celui-ci révèle qu'il est possible pour produire le trichlorophénol, d'utiliser une température nettement inférieure à celle de la cuve de l'ICMESA. La Bayer a remplacé le glycol (solvant utilisé à Seveso) par l'alcool méthylique qui se volatilise à une température plus basse.

La formation de dioxine est donc nettement plus réduite par ce procédé (la

dioxine se formant au-dessus de 135 degrés).

Laroche Hoffmann Givaudan connaissait parfaitement l'existence de ce procédé. Pourquoi s'en tenait-il au glycol ? Quel intérêt avait-il à obtenir une température élevée dans le réacteur, sinon de produire bel et bien de la dioxine en plus du défoliant ? La dioxine était-elle seulement une impureté ? Voilà toutes les questions que l'on peut se poser aujourd'hui.

En ce cas, comment peut-on utiliser un terme autre que celui d'assassinat lorsqu'on sait qu'à Seveso seule la cuve était en sécurité, la valve de sécurité faisant échappement à l'air libre ?

Pourtant, le système utilisé par la Bayer à Uerdingen, qui comporte un système de refroidissement par jet d'eau sur la cuve, et un réservoir de récupération en cas d'échappement, offrait de meilleures garanties de sécurité. L'existence de ce système révélé par la presse italienne ne fait qu'ajouter à l'indignation. Il est donc établi que la Givaudan méprisait totalement et sciemment la santé de toute une population.



Le 6 avril 1976 : 4 ouvriers d'Antar-Donge sont morts assassinés par le capital.

### Des produits toxiques bien particuliers

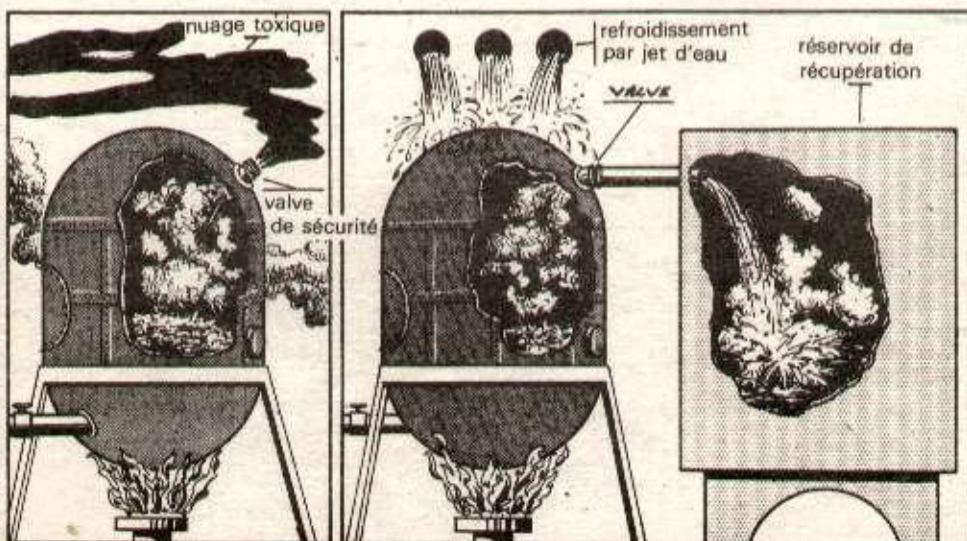
Début août, le gouvernement français laissait entendre que la fabrication de trichlorophénol n'était plus assurée en France, et ce depuis 1971. Par «scrupule», Chirac annonçait qu'il allait s'assurer que «C'était bien le cas. S'il y avait ici ou là quelques fabrications, je me propose de les interdire», précisait Chirac à Castres. Le Quotidien du Peuple est en mesure, sans plus attendre, de fournir ce complément d'information qui semble faire si cruellement défaut aux autorités.

Premièrement le défoliant en question, comme nous l'avons déjà dit, est en vente libre en France, et ce sans précautions particulières. Deuxièmement, plusieurs usines fabriquent ou distribuent le 2-4-5 T. Lors de la fabrication du 2-4-5 T, il y a production presque systématique de dioxine. Les industriels pourront arguer que le taux d'impureté est inférieur aux normes admises, à celui de Seveso. Certes. Mais, pour

les travailleurs qui manipulent ces produits, qui les répandent sur les forêts de résineux, les effets sont cumulatifs. Dès lors, on ne peut raisonner en pourcentage (système de défense habituel des capitalistes pollueurs) mais en quantité ! Et s'il arrive que, par accident, un incendie se déclare dans un dépôt de défoliant, c'est toute une localité qui est menacée ! Nous publions ci-dessous la liste de ces usines et sociétés.

- La Compagnie Française des Produits Industriels (CFPI) : dont le siège est au 28, bd Camelinat à Gennevilliers et qui possède deux usines à Gaillou (Eure) et à Mulhouse. Au total sept cents travailleurs.
  - Schering France, 5 rue Le Corbusier à Rungis qui sous les noms de «Bottanal», «Dicarzol», «Fundal», «Potablan», «Garbamult», «Multamat», «Chandor», commercialise des produits de débroussaillage, de désherbage, de désinfection, etc...
  - BASF, 140, rue Jules Guesdes à Levallois, qui procède à la fabrication d'engrais et produits phytosanitaires et qui emploie sept cent cinquante travailleurs.
  - Bayer France Phyto Chim à Issy-les-Moulineaux (92) qui procède à la fabrication de ces mêmes produits.
  - Pepro Filiale Division Phyto Sanitaire - Groupe Rhône-Poulenc, à Lyon 9<sup>e</sup>.
  - Procida qui a deux usines : l'une à Marseille-St Marcel (11<sup>e</sup>) et l'autre Route de Saint Gilles à Beaucaire (30), employant mille travailleurs.
- Ainsi que :
- La Sovilo à Reims (usine à Bourth),
  - La Littorale à Béziers,
  - La Seppic à Paris,
  - La Sopra à Annecy,
  - Prochim à Courchezettes (Douai),
  - Protex à Levallois-Perret,
  - Sedagri à Montpellier,
  - La Société Lambert et Riviers qui redistribue en France les productions de Bayer, Dow Chemical, et Goodyear (dépôts à Paris et à Lyon).

La France n'est donc pas un havre de pureté loin des pollutions que nous réserverions à l'Italie. La réalité, c'est que les trusts n'ont aucun souci de la santé des travailleurs et des utilisateurs. L'absence d'expérimentations scientifiques préalables pour des produits dont des centaines de tonnes sont répandues sur les forêts, que les ouvriers manipulent, est un véritable scandale. Puisque la promesse en a été faite, nous attendons donc l'arrêt total des fabrications toxiques. Mais sur ce point, nous n'avons guère d'illusions. Pour cela, c'est d'abord sur la lutte des travailleurs qu'il faudra compter.



Pourquoi ce qui était possible à l'usine Bayer d'Uerdingen (à droite), ne l'était-il pas à l'ICMESA (à gauche) ?